LA FAMILLE DANS UN CONTEXTE FRANCO-ISRAËLIEN

La famille dans un contexte franco-israélien : propos introductifs

par Delphine Eskenazi et Inès Amar 310

Pièges et difficultés liés à la célébration du mariage

par Liane Kehat, Shelly Favel, Delphine Eskenazi et Inès Amar 310

Détermination du régime matrimonial applicable dans un contexte franco-israélien et contrat de mariage

par Liane Kehat, Shelly Favel, Delphine Eskenazi et Inès Amar 313

Les pièges d'un divorce entre la France et Israël

par Liane Kehat, Shelly Favel, Delphine Eskenazi et Inès Amar 319

Successions franco-israéliennes

par Liane Kehat, Shelly Favel, Rebecca Jacquin et Élisa Muller 328

Sélection de liens vers les sites utiles 333

La communauté juive française est la troisième la plus importante au monde, après Israël et les États-Unis. Les déplacements de la France vers Israël (alyah) ou, à l'inverse, d'Israël vers la France sont nombreux. Ces flux migratoires importants et le morcellement des familles entre la France et Israël suscitent des questions complexes de droit international privé de la famille. Cette complexité est renforcée par les spécificités du droit israélien, où droits civil et religieux (juif, musulman, chrétien) se côtoient.

Ce dossier explore donc les questions du mariage, du régime matrimonial, des contrats de mariage, du divorce et des successions dans un contexte franco-israélien. Il s'achève sur un tableau des différents liens permettant aux praticiens qui souhaitent aller encore plus loin d'accéder aux textes israéliens, ainsi qu'à des fiches de synthèse, des formulaires ou encore des annuaires.

LA FAMILLE DANS UN CONTEXTE FRANCO-ISRAËLIEN : PROPOS INTRODUCTIFS

par **Delphine Eskenazi**

Avocate aux barreaux de Paris et de New York, Associée chez Libra Avocats

et **Inès Amar**

Avocate aux barreaux de Paris et de New York, Libra Avocats

Ce dossier présente un regard croisé France/Israël sur les enjeux relatifs aux familles internationales, dont l'ancrage est partagé entre ces deux pays.

Cette étude englobe des enjeux pratiques importants, au vu de l'immigration (*alyah*) exponentielle des citoyens juifs français vers Israël. Le dépôt de dossiers d'*alyah* a en effet augmenté de 430 à 510 % depuis la fin de l'année 2023.

En 2015, la France est devenue la première source d'immigration de l'État hébreu, étant précisé que la communauté juive française est la troisième la plus importante au monde, après Israël et les États-Unis. Si les causes de cette immigration massive vers Israël sont multiples, il existe également des flux « inverses », à savoir des citoyens français qui, ayant fait leur *alyah*, retournent finalement en France après quelques années.

En outre, l'*alyah* peut être un projet familial comme personnel, de sorte qu'il est très fréquent que les familles soient en réalité

divisées entre les deux pays. Les flux migratoires importants et le morcellement des familles entre la France et Israël suscitent ainsi des questions complexes de droit international privé de la famille.

Cette complexité est renforcée par les spécificités du droit israélien, lequel est un mélange entre des vestiges de droit ottoman, de *common law* et du droit civil, qui existe parallèlement au droit religieux (juif, musulman, chrétien).

Cette étude se compose donc de quatre parties distinctes, explorant les questions du mariage, du régime matrimonial, des contrats de mariage, du divorce et des successions dans un contexte franco-israélien.

PIÈGES ET DIFFICULTÉS LIÉS À LA CÉLÉBRATION DU MARIAGE

par **Liane Kehat**

Avocate au Barreau de Tel Aviv, Liane Kehat – Cabinet d'Avocats, notariat et médiation

Shelly Favel

Avocate au Barreau de Tel Aviv, Liane Kehat – Cabinet d'Avocats, notariat et médiation

Delphine Eskenazi

Avocate aux barreaux de Paris et de New York, Associée chez Libra Avocats

et **Inès Amar**

Avocate aux barreaux de Paris et de New York, Libra Avocats

Il est fréquent, pour les couples français de confession juive ou pour les couples franco-israéliens, de vouloir célébrer leur mariage à la fois en Israël et en France. Cette double cérémonie n'est pas sans conséquence sur le statut personnel des époux, compte tenu des spécificités des deux systèmes juridiques.

En tant que citoyen français et afin de s'assurer d'entrer « dans les clous » des registres de l'état civil, il est important de prendre quelques précautions administratives. La croyance que le mariage religieux n'a pas d'effet civil doit notamment être revue lorsqu'il s'agit d'époux de religion juive.

À l'inverse, le mariage pour des époux ne pouvant ou ne souhaitant pas célébrer un mariage religieux présente également des spécificités en Israël.

■ Impacts du « double » mariage

Spécificités du mariage en Israël

En Israël, le mariage relève exclusivement de la compétence des institutions religieuses.

Le mariage religieux est donc le seul autorisé et peut être célébré uniquement entre deux personnes de même confession, devant leurs institutions religieuses (le Rabbinate, l'Église, etc.).

Ainsi, l'État d'Israël n'autorise pas la célébration du mariage seulement civil sur son territoire.

Liens vers les différents textes

- Loi sur la compétence des tribunaux rabbiniques (mariage et divorce) 5713-195 : bit.ly/Loi_CompétenceTribunauxRabbinique_Mariage-Divorce_1953_Israel
- Loi sur les tribunaux druzes, 5723-1962 : bit.ly/Loi_TribunauxDruzes_1963_Israel
- Ordonnance sur les mariages et les divorces (enregistrement), 1919 : bit.ly/Ord_Mariage-Divorce-Enregistrement_1919_Israel
- Loi sur le pacte de vie commune pour les personnes sans religion, 5770-2010, qui permet à celles-ci de s'enregistrer en tant que conjoints : bit.ly/Loi_Mariage_SansReligion_2021_Israel
- Loi sur les tribunaux religieux musulmans (approbation des nominations), 5714-1953 : bit.ly/Loi_TribunauxMusulmans_Charia_1953_Israel
- Ordonnance du Roi en conseil sur la Terre d'Israël, de 1922 à 1947 : bit.ly/Ordre_Roi_1922_Israel

Différences notables avec le droit français

La différence fondamentale entre les deux systèmes juridiques est l'inexistence en droit israélien d'une célébration de mariage civil, à l'opposé du système français, qui prévoit la primauté du mariage civil sur le mariage religieux¹, le mariage étant célébré en France par une « cérémonie républicaine » (C. civ., art. 165).

Exemple - Cette primauté impose à des Israéliens, habitant et célébrant leur mariage en France, de célébrer un mariage civil avant tout mariage religieux.

Cela n'empêche pas cependant le mariage religieux, valablement célébré à l'étranger, de produire ses effets en France, conformément à l'art. 171-1 c. civ.²

Exemple - Il ressort ainsi de la jurisprudence que les juridictions françaises, par une interprétation de la loi étrangère, peuvent retenir que l'acte étranger respecte les formes du lieu de célébration, s'agissant en l'espèce d'une *ketouba* (acte de mariage religieux juif) établie en Tunisie³.

Dès lors, tant que les formes usitées dans le pays de célébration ont été respectées, la loi française permet au mariage religieux étranger de produire ses effets civils en France, sous réserve cependant des dispositions contenues au chapitre 1^{er}, relatives aux conditions de fond requises pour contracter mariage.

(1) Cela ressort notamment de la règle de l'antériorité du mariage civil par rapport au mariage religieux, qui est une loi de police obligeant tous ceux qui « habitent le territoire », quelle que soit leur nationalité, et s'impose donc même si les futurs époux sont ressortissants d'un pays qui reconnaît le mariage religieux comme civilement valable.

(2) Not. Civ. 1^{re}, 10 juill. 1973, n° 72-12.187.

(3) Civ. 1^{re}, 21 juill. 1987, n° 84-14.354. – V. aussi Civ. 1^{re}, 15 juin 1982, n° 81-12.611.

(4) Hypothèse fréquente s'agissant d'époux célébrant par exemple leur mariage à Las Vegas, dans l'ignorance qu'il s'agit d'un mariage ayant des conséquences civiles.

(5) Civ. 1^{re}, 3 févr. 2004, n° 00-19.838, AJ fam. 2004. 144, obs. F. Bicheron.

Conséquence importante en droit français : le risque de bigamie

En France, la validité juridique du mariage religieux célébré en Israël, contrairement à celui célébré en France, est souvent méconnue. Si bien que des couples français peuvent choisir d'organiser leur mariage par une célébration religieuse en Israël suivie d'une célébration civile en France, ou inversement.

Dans ces deux hypothèses, les époux auront contracté un premier mariage valable, qu'il ait été célébré en France ou en Israël, le mariage religieux israélien ayant valeur de mariage « tout court »⁴. Il est souvent ignoré également qu'il est tout à fait possible, en droit français, de se retrouver en situation de bigamie lorsque les deux époux sont mariés deux fois... même ensemble !

En effet, il ressort de l'art. 147 c. civ. que l'« on ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier ». La jurisprudence⁵ a pu préciser que « la circonstance que le premier comme le second mariage a été contracté entre les mêmes époux n'est pas de nature à faire obstacle à l'application de l'art. 147 ». Cet article, constituant une condition de fond requise par la loi personnelle de l'époux français, est applicable en cas de mariage célébré à l'étranger ainsi qu'il ressort de l'art. 171-1 c. civ. précité.

De sorte que, dans cette hypothèse, pour le droit français, le second mariage contracté entre les mêmes époux encourt la nullité, qu'il s'agisse du mariage civil français intervenu en second ou du mariage religieux israélien. Cela étant, si la nullité d'un mariage étranger a déjà été obtenue devant les juridictions françaises, certains tribunaux ont plutôt prononcé l'« inopposabilité » du mariage étranger en l'absence de transcription sur les registres français, mariage étranger qui devient alors de nul effet en France.

Dans les deux cas (que le mariage civil français soit célébré en premier ou en second), cette nullité pourrait ne jamais être soulevée, sauf au moment du divorce, ce qui imposera peut-être de régulariser la situation. Il est précisé que la bigamie constitue également un délit pénal, sanctionné par un an d'emprisonnement et 45 000 € d'amende en application de l'art. 433-20 c. pén. français, même si cette infraction n'est jamais poursuivie dans le cas d'époux mariés ensemble deux fois.

Par ailleurs, si la nullité du deuxième mariage religieux israélien était prononcée par les tribunaux français (pour les aspects civils de ce mariage), il n'en résulterait pas nécessairement une nullité en droit israélien. En effet, en Israël, les mêmes faits ne constitueraient pas une situation de bigamie comme en France, de sorte que le mariage religieux israélien n'y encourra pas la nullité.

Dès lors, dans l'hypothèse où les tribunaux civils français prononceraient la nullité ou l'inopposabilité du mariage religieux israélien, ils seraient considérés incompétents pour en connaître en Israël, où le mariage religieux demeurerait valide (de sorte qu'un divorce religieux resterait nécessaire dans cette hypothèse, dans les conditions explicitées dans la partie sur le Guet, *infra* p. XXX).

En d'autres termes, la nullité en France du mariage religieux israélien, intervenu en second, n'aurait quasiment pas d'impact en pratique en Israël.

Enfin, il faut noter que, en droit français, le mariage religieux doit nécessairement être célébré postérieurement au mariage civil. En effet, constitue également un délit pénal le fait, pour un ministre de culte, de procéder, de manière habituelle, aux cérémonies religieuses de mariage sans que ne lui ait été justifié l'acte de mariage préalablement reçu par les officiers de l'état civil. C'est ainsi que le ministre du culte, qui célèbre des mariages religieux sans preuve

Il est tout à fait possible, en droit français, de se retrouver en situation de bigamie lorsque les deux époux sont mariés deux fois (mariage religieux en Israël et mariage civil en France)... même ensemble !

du mariage civil préalable de manière habituelle, encourt une peine d'un an d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende (C. pén., art. 433-21).

Cela étant, dans l'hypothèse du couple français marié en premier lieu religieusement en Israël avant de célébrer un mariage civil en France, aucune sanction n'est encourue, en l'absence de mariage religieux célébré en France. Il demeure cependant le risque de bigamie évoqué ci-dessus.

■ Défis pour les couples non mariés religieusement et résidant en Israël

Pour rappel, Israël reconnaît uniquement la célébration du mariage religieux sur son territoire, réservé aux personnes de même confession, excluant toute forme de mariage civil.

Les couples interconfessionnels, de même sexe, athées, ou ceux qui ne souhaitent pas se marier religieusement, mais qui désirent formaliser leur union civilement et ne peuvent pas se marier en Israël, optent pour des solutions alternatives.

L'option du mariage civil à l'étranger

Ces couples doivent donc célébrer un mariage à l'étranger. Une fois le mariage célébré à l'étranger, il peut être reconnu administrativement par le ministère de l'intérieur israélien – y compris pour les couples de même sexe –, à condition que le couple en fasse la demande.

Cette reconnaissance permet ainsi aux couples mariés civilement à l'étranger de bénéficier des mêmes droits que ceux des couples mariés en Israël. Chypre est une destination populaire pour ces

mariages civils en raison de sa proximité géographique. D'autres destinations comme la Hongrie, la Tchéquie, la Géorgie, la Grèce, New York, Las Vegas, etc., sont également prisées.

Plus récemment, des options

virtuelles avec des cérémonies et services de mariage civil en ligne via Zoom/Skype, dans l'État de l'Utah aux États-Unis, sont apparues et permettent aux couples de se marier civilement tout en évitant de se déplacer hors d'Israël.

En novembre 2022, la Cour suprême israélienne⁶ a statué en faveur de la reconnaissance de ces mariages «Utah»⁷ (mariages par visioconférence dans un État qui le permet), en indiquant que le ministère de l'intérieur israélien devait enregistrer ces mariages comme il le fait pour les autres mariages civils célébrés à l'étranger. Ladite décision revêt une importance capitale et permet de garantir aux couples mariés via un mariage «Utah» de bénéficier des mêmes droits légaux que ceux des couples mariés par le biais de cérémonies civiles à l'étranger.

Attention - Ce mariage «Utah» ne pourra en principe pas être transcrit auprès de l'état civil français, si l'un des ressortissants est français, car le mariage, pour être valable en droit français, requiert une comparution personnelle des époux⁸.

Conséquences pratiques du choix d'un mariage civil à l'étranger

Cette reconnaissance, tant des mariages civils célébrés à l'étranger que des mariages «Utah», demeure cependant administrative, sans implications religieuses, et connaît, d'ailleurs, des limites en cas de divorce.

Hypothèse dans laquelle les deux époux sont de confession juive : effets similaires à un mariage religieux juif - Si deux époux juifs ont choisi de célébrer leur union civilement à l'étranger et ont, par la suite, fait reconnaître leur mariage en Israël, leur divorce sera, en tout état de cause, régi par les règles religieuses⁹.

Leur divorce sera ainsi soumis au tribunal rabbinique et se fera conformément à la *Halakha* (loi juive). La cérémonie du Guet sera alors requise lors de leur divorce, comme c'est le cas pour un couple juif marié religieusement en Israël¹⁰ (v. *infra* p. XXX).

Hypothèse dans laquelle les époux ne sont pas tous les deux juifs : effets spécifiques au mariage civil - En revanche, les couples interconfessionnels, de même sexe, athées ou agnostiques mariés civilement à l'étranger, et ayant obtenu la reconnaissance de leur mariage en Israël, qui souhaitent divorcer devront s'adresser au tribunal aux affaires familiales¹¹. Il s'agit ici de déposer une demande de «divorce civil», correspondant au pendant civil d'une procédure de divorce devant les tribunaux religieux.

■ Astuces pratiques afin d'éviter toute difficulté en cas de mariage en Israël

Il est rappelé que, les qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage étant soumises à la loi personnelle de chaque époux (C. civ., art. 202-1), les citoyens français célébrant leur mariage à l'étranger doivent respecter, outre la loi du lieu du mariage, certaines conditions de

Une fois le mariage célébré à l'étranger, il peut être reconnu administrativement par le ministère de l'intérieur israélien

(6) La Cour suprême israélienne remplit une double fonction : d'une part, elle agit en tant que cour d'appel, étant la plus haute juridiction judiciaire pour statuer sur les recours interjetés contre les décisions des tribunaux inférieurs. En tant que cour d'appel, elle statue sur des dossiers relevant de l'ensemble des branches du droit (civil, pénal, etc.). D'autre part, elle siège en tant que Haute Cour de justice (*Bagat"z*), dans sa compétence constitutionnelle et administrative, et contrôle notamment la légalité des actes des autorités publiques, ou d'autres organismes/personnes exerçant des fonctions publiques dans le pays. **Pour les besoins du présent article, et tout au long du dossier, ce sont essentiellement des références jurisprudentielles civiles qui seront utilisées (ci-après : « Cour d'appel civile – A" F ») ; à défaut, lorsque la Cour siège en tant que Haute Cour de justice, il sera indiqué « Bagat"z ».**

(7) Cour suprême (*Bagat"z*), 7 mars 2023, n°s 7368-22 et 7375-22, *Adi Bril et al. d' Ministère de l'intérieur et al.* (bit.ly/CourSupreme_07032023_7368-22_Israel).

(8) La comparution personnelle de tout Français à la cérémonie de mariage, même si elle a eu lieu à l'étranger, est une condition de validité de l'union matrimoniale. Son absence est sanctionnée par la nullité absolue de l'acte, en application de l'art. 184 c. civ. (TGI Paris, 28 nov. 1995, BICC n° 418 ; RTD civ. 1996. 363, obs. J. Hauser ; Grenoble, 20 janv. 1998, JCP 1998. IV, n° 3538).

(9) V. la loi sur la compétence des tribunaux rabbiniques (mariage et divorce) 5713-1953 (bit.ly/Loi_CompeteTribunauxRabbinique_Mariage-Divorce_1953_Israel).

(10) Il existe, toutefois, des différences entre les couples juifs mariés religieusement en Israël et ceux mariés civilement à l'étranger concernant les implications liées à leur divorce comme cela sera expliqué *infra* p. XXX dans l'article consacré au divorce.

(11) V. la loi sur la compétence en matière de dissolution du mariage (cas particuliers et compétence internationale), 5729-1969 (bit.ly/Loi_CompeteInternationale_Divorce_1969_Israel).

fond et de forme¹² afin de célébrer un mariage, qui pourra produire tous ses effets en France.

Concernant la forme du mariage, celui-ci pourra être célébré soit devant les autorités religieuses locales compétentes, soit devant le consulat général de France à Tel Aviv.

La célébration devant le consulat n'est possible que :

- si les deux futurs époux sont de nationalité française et qu'aucun d'eux n'est (également) de nationalité israélienne ;
- et si l'un des époux ou les parents de l'un d'eux a son domicile ou sa résidence établie dans la circonscription consulaire.

Après le mariage, il est important de procéder à la transcription sur les registres de l'état civil français.

L'art. 171-5 c. civ. français prévoit que, pour être opposable aux tiers en France, l'acte de mariage d'un Français célébré par une autorité étrangère doit être transcrit sur les registres de l'état civil français. Pour un mariage célébré en Israël, il faut s'adresser au consulat général de France à Tel Aviv.

(12) C. civ., art. 171-1, al. 1^{er}, c. civ.: « Le mariage contracté en pays étranger entre Français, ou entre un Français et un étranger, est valable s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays de célébration et pourvu que le ou les Français n'aient point contrevenu aux dispositions contenues au chapitre I^{er} du présent titre », étant précisé que le chapitre 1^{er} prévoit notamment que le mariage soit célébré entre deux personnes de sexe différent ou de même sexe, de dix-huit ans révolus sauf autorisation de dispense par le procureur de la République, la nécessité du consentement et de la comparution, l'impossibilité de contracter un second mariage avant la dissolution du premier, et reprend des précisions liées au consentement de mineurs avec accord des parents ainsi que les interdictions liées aux liens filiaux entre les futurs époux.

(13) bit.ly/Mariage_Israel_Transcription

(14) bit.ly/ApostilleNumerique_Israel

(15) Civ. 1^{er}, 7 déc. 2016, n° 15-22.996, AJ fam. 2017. 146, obs. A. Boiché.

(16) CE 25 oct. 2023, n° 472191, Lebon; AJ fam. 2023. 536, obs. S. Paillard.

(17) Rapp. AN n° 2967, p. 38 s. cité par A.-M. Leroyer, Validité des mariages – Contrôle, RTD civ. 2007. 191.

(18) bit.ly/Consulat_Etatcivil-Mariage-Divorce_Israel

Afin d'obtenir la transcription, il faudra produire¹³ :

- la copie originale de l'acte de mariage religieux, apostillée (étant précisé que l'apostille peut désormais être obtenue électroniquement¹⁴);
- une traduction en français par un traducteur figurant sur la liste du consulat pour les mariages enregistrés par un tribunal de *sharia* ou les mariages chrétiens ;
- les originaux de la copie intégrale d'acte de naissance des deux époux ;
- une copie de leurs pièces d'identité ;
- éventuellement les preuves de divorce ou décès du précédent époux ;
- le livret de famille en cas d'enfants.

La transcription obtenue rend la qualité de conjoint opposable aux tiers depuis la date du mariage selon la Cour de cassation¹⁵.

Il faut noter que, en l'absence de transcription, le mariage valablement célébré par une autorité étrangère n'est pas nul et produit ses effets civils en France à l'égard des époux et des enfants, à l'exclusion des tiers.

Attention - L'inopposabilité aux tiers peut cependant poser d'importantes difficultés pratiques. L'absence d'opposabilité à l'administration fiscale empêche par exemple les époux de déclarer conjointement leurs revenus¹⁶, et les conduit à subir une imposition en tant que « tiers » en cas de décès¹⁷.

Il est donc crucial de procéder à la transcription sur les registres de l'état civil français, étant précisé qu'il n'existe pas de délai de prescription après le mariage. Il est néanmoins conseillé de faire cette démarche rapidement afin d'éviter de devoir faire face à des délais de traitement assez longs (le site du consulat de Tel Aviv indique trois mois à réception du dossier complet) le jour où un des époux voudra se prévaloir de ce mariage en France.

Pour mémoire, il est précisé que, en cas de mariage civil à l'étranger, celui-ci devra également être transcrit sur les registres de l'état civil israélien afin de produire tous ses effets en Israël. Cela requiert une demande en présentiel au consulat israélien de l'État étranger avec certains documents¹⁸.

DÉTERMINATION DU RÉGIME MATRIMONIAL APPLICABLE DANS UN CONTEXTE FRANCO-ISRAÉLIEN ET CONTRAT DE MARIAGE

par **Liane Kehat**

Avocate au Barreau de Tel Aviv, Liane Kehat – Cabinet d'Avocats, notariat et médiation

Shelly Favel

Avocate au Barreau de Tel Aviv, Liane Kehat – Cabinet d'Avocats, notariat et médiation

Delphine Eskenazi

Avocate aux barreaux de Paris et de New York, Associée chez Libra Avocats

et **Inès Amar**

Avocate aux barreaux de Paris et de New York, Libra Avocats

Cet article envisage, d'abord, les règles applicables en droit français et en droit israélien, en l'absence de contrat de mariage et lorsqu'il s'agit de déterminer

le régime matrimonial applicable en présence d'éléments d'extranéité (1^{re} partie). Les règles françaises sont généralement connues du praticien français et seront ainsi rappelées de façon succincte.

Les règles israéliennes, notamment celles s'appliquant aux nouveaux immigrants français, conduisent souvent à l'application du régime israélien par défaut et présentent certaines spécificités, puisque les tribunaux israéliens peuvent appliquer les règles de conflit de lois françaises, en ce compris la Convention de La Haye de 1978 ou le Règlement européen (UE) 2016/1103 (dit Règlement « Régimes matrimoniaux »).

Les règles de conflit de lois, qui permettent de déterminer le droit applicable au partage des biens des époux en cas de divorce en droit français ou en droit israélien seront examinées, à l'exception de celles applicables en cas de succession, qui seront traitées dans l'article consacré aux successions (*infra* p. XXX).

Ensuite, en Israël comme en France, les couples souhaitant se marier ont la possibilité de conclure un contrat de mariage, que ce soit avant, pendant, ou après le mariage. S'il est établi après le mariage, il prendra en droit israélien la forme d'un contrat pouvant comprendre les conséquences financières en cas de divorce. Il convient donc d'analyser la question des contrats de mariage en droit israélien et de leur possible reconnaissance en droit français (2^e partie).

■ Régime matrimonial en l'absence de contrat de mariage

Régime matrimonial en France en l'absence de contrat de mariage

En l'absence de contrat de mariage, les époux seront soumis à un régime matrimonial, défini selon certaines règles complexes de conflit de lois.

Historiquement, le régime matrimonial légal relève de la loi d'autonomie, c'est-à-dire de la loi que les époux ont implicitement choisie. L'origine de cette règle remonte à la célèbre consultation donnée par Charles Dumoulin, avocat au parlement de Paris, aux époux de Ganay, en 1525. C'est à cette occasion qu'il analysa le régime matrimonial légal comme une sorte de contrat tacite soumis à la loi choisie par les parties. En choisissant leur domicile, les époux de Ganay ont été considérés comme ayant exprimé implicitement leur volonté de se soumettre à la coutume de leur domicile.

Les règles israéliennes, notamment celles s'appliquant aux nouveaux immigrants français, conduisent souvent à l'application du régime israélien par défaut (de communauté)

rés comme ayant exprimé implicitement leur volonté de se soumettre à la coutume de leur domicile.

Pour les époux mariés avant le 1^{er} sept. 1992 - Cette règle de conflit fondée sur l'autonomie de la volonté est toujours d'actualité pour les époux mariés avant le 1^{er} sept. 1992. Elle suppose, en l'absence de contrat de mariage et de désignation expresse de la loi applicable, la recherche par le juge de la volonté des époux. À cet égard, le premier domicile conjugal joue un rôle prépondérant. Il fonde en effet une présomption de volonté de rattachement du régime matrimonial à la loi du pays dans lequel les époux ont établi leur première résidence après le mariage. Cette solution a été maintes fois réaffirmée en jurisprudence.

Pour les époux mariés à partir du 1^{er} sept. 1992 mais avant le 30 janv. 2019 - Le principe est que la loi applicable en l'absence de contrat de mariage est la loi de l'État sur le territoire duquel les époux établissent leur première résidence habituelle après le mariage, conformément à l'art. 4 de la Convention de La Haye de 1978 sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux.

La désignation de la loi interne de la première résidence habituelle des époux après le mariage reprend ainsi le système du droit international privé français, qui applique le critère du premier domicile matrimonial au titre de l'indice principal de la volonté implicite des époux. Cependant, le critère de la Convention ne souffre pas d'interprétation. Il s'agit de la première résidence habituelle des époux et il n'y a pas lieu de rechercher s'il y a une durée minimale prévue pour déterminer cette résidence habituelle commune des époux.

Si les époux n'ont pas de résidence commune, la loi applicable au régime matrimonial sera :

- celle de leur nationalité commune ;
- à défaut, la loi interne de l'État avec lequel, compte tenu de toutes les circonstances, il présente les liens les plus étroits.

De plus, la Convention prévoit un changement automatique de loi applicable dans trois hypothèses (art. 7) :

- (1) lorsque les époux fixent leur résidence dans l'État de leur nationalité commune ;
- (2) lorsqu'ils résident plus de dix ans dans un État après le mariage ;
- (3) pour les époux qui n'avaient pas établi sur le territoire du même État leur résidence habituelle après le mariage (et dont le régime matrimonial relevait par conséquent de la loi de l'État de la nationalité commune), lorsqu'ils fixent leur résidence habituelle dans un même État.

Ce changement automatique du rattachement n'a d'effet que pour l'avenir.

Pour les époux mariés ou ayant désigné la loi applicable à leur régime matrimonial après le 29 janv. 2019

Enfin, pour les époux mariés ou ayant désigné la loi applicable à leur régime matrimonial après le 29 janv. 2019, le Règlement « Régimes matrimoniaux » s'appliquera. En l'absence de choix de loi, leur régime matrimonial sera régi (art. 26) :

- par la loi de l'État où les époux ont établi leur première résidence habituelle ;
- ou, à défaut, par la loi de l'État dont les époux ont tous les deux la nationalité au moment de la conclusion du mariage ;
- ou, à défaut par la loi de l'État avec lequel ils ont des liens les plus étroits.

Le Règlement précise toutefois que, à titre exceptionnel et à la demande de l'un des époux, la juridiction peut décider que la loi d'un autre État que la loi de la première résidence habituelle des époux soit applicable à condition (art. 26, 3) :

- que les époux aient leur dernière résidence habituelle commune dans cet autre État pendant une période significativement plus longue que dans l'État où ils ont établi leur première résidence habituelle ;
- que les deux époux se soient fondés sur la loi de cet autre État pour organiser ou planifier leurs rapports patrimoniaux.

Lorsque la loi française est applicable et à défaut de choix de régime matrimonial, le régime de communauté réduite aux acquêts s'applique. Chaque époux conserve ses biens propres acquis avant le mariage ou reçus par donation/succession. Les biens acquis pendant le mariage sont communs, de même que les dettes contractées pour les besoins du ménage (C. civ., art. 1401 s.).

Régime matrimonial en Israël en l'absence de contrat de mariage

■ Règles de conflit de lois israéliennes en l'absence de contrat de mariage

Il faut distinguer entre les époux ayant eu leur premier domicile en Israël et les nouveaux immigrants français, appelés « *olim hadashim* », ayant eu leur premier domicile en France.

Selon l'art. 15 de la loi israélienne sur les relations patrimoniales entre époux, en principe, la loi applicable au régime matrimonial est celle du lieu de la première résidence habituelle du couple, sans aucune mutabilité¹.

Cependant, lorsque cette première résidence habituelle est fixée à l'étranger, d'importants tempéraments sont à noter en pratique, lesquels conduiront à une application beaucoup plus fréquente de la loi israélienne (et donc du régime de présomption de communauté) :

- du fait d'une interprétation très permissive de l'art. 15² :
 - soit en considérant que cet article n'exclut pas le renvoi, et renvoie en réalité aux règles de conflit de la loi étrangère applicable. Ainsi, en renvoyant dans notre hypothèse aux règles de conflit de lois françaises, et notamment à la Convention de La Haye de 1978 si elle est applicable, les hypothèses de mutabilité automatique conduiront alors fréquemment à l'application du régime israélien si le couple réside en Israël depuis plusieurs années (v. *infra*) ;

(1) V. la loi sur les relations patrimoniales entre époux, 5733-1973 (bit.ly/Loi_Epoux-RelationsPatrimoniales_1973_Israel).

(2) L'art. 15 fait l'objet de nombreuses critiques, tant en jurisprudence que par les juristes : il serait artificiel, dans un pays comme Israël, qui accueille des immigrants ayant quitté définitivement leur pays d'origine pour s'y installer, d'appliquer le droit étranger à leurs relations patrimoniales. Cette critique est particulièrement pertinente pour les immigrants en provenance des pays arabes. Cependant, l'immigration actuelle en Israël ne provient pas exclusivement des pays arabes, et les immigrants maintiennent parfois des liens étroits avec leur pays d'origine, comme c'est le cas aujourd'hui pour les immigrants venant d'Europe (France, Belgique), des États-Unis, etc., de sorte que la critique peut être nuancée selon la situation.

(3) V. tribunal aux affaires familiales d'Ashdod (Tal*am), Y.G.P. / A.A.P., 26 févr. 2022, n° 32773-02-17 (bit.ly/CourSupreme_26022022_32773-02-17_Israel). – V. égal. tribunal aux affaires familiales de Petah Tikva, G.H. / P.H., 15 oct. 2019, n° 22626-12-6 et tribunal aux affaires familiales de Rishon LeZion, G.S. / R.S., 7 mai 2019, n° 54994-08-17.

(4) Cour suprême (recours en réexamen en matière civile), 25 août 1996, n° 1558/94, Victoria Nafisi / Simantov Nafisi (bit.ly/CourSupreme_25081996_1558-94_Israel).

(5) Tribunal aux affaires familiales de Tibériade (Tama*sh), 8 mai 2012, n° 860-09-09, S.A. / M.A. et al. (bit.ly/TribFam_Tiberiade_08052012_860-09-09_Israel).

(6) Les principaux motifs invoqués par le tribunal étaient les suivants : (1) l'application de la présomption d'égalité des droits, car l'époux n'avait pas prouvé la teneur du droit étranger applicable à leur lieu de résidence lors du mariage, (2) une interprétation législative téléologique cohérente avec les principes d'égalité et de justice, justifiant la préférence pour cette approche, et (3) l'intérêt public, qui exige une politique judiciaire garantissant une sécurité juridique pour tous les couples vivant en Israël, indépendamment du lieu de leur mariage.

(7) Tribunal aux affaires familiales de Jérusalem (Tama*sh), 30 oct. 2008, n° 13270/06, T'I / T'z. Les principaux motifs invoqués par le tribunal étaient les suivants : (1) aucun accord pré-nuptial n'avait été conclu entre les parties, (2) aucun régime patrimonial spécifique n'avait été prouvé conformément au droit anglais, et enfin (3) aucune intention explicite d'appliquer le droit étranger n'avait été démontrée.

(8) Cour suprême (siégeant en tant que cour d'appel civile – A°C), 16 févr. 2005, n° 7687-04, Mordechai Sasson / Zohar Sasson.

(9) Cour suprême (A°C), 9 mai 1979, n° 77 2, Juliette Azougui / Michel Azougui.

(10) *Idem*.

- soit la jurisprudence va considérer que l'art 15 exclut le renvoi et renvoie à la loi interne étrangère, tout en admettant cependant un choix implicite en faveur de la loi israélienne de la nouvelle résidence habituelle (approche subjective), ou en analysant les différents lieux de résidents et les liens les rattachant à chaque lieu afin de conclure en faveur de la loi étrangère ou de la loi israélienne (v. *infra*).

- du fait, aux termes de l'art. 15 précité, de la conclusion par les époux d'un accord élisant la loi du nouveau lieu de résidence (ici israélienne) (v. *infra*).

Sur le renvoi aux règles de conflit de lois étrangères - L'art. 15 ne précise pas si la loi étrangère désignée est la loi interne substantielle ou les règles de conflit de lois étrangères. Mais les avis juridiques sur le droit étranger soumis aux tribunaux israéliens par des avocats israéliens ayant précédemment exercé en France ou ayant une formation juridique française tendent à considérer que la référence au droit français doit comprendre les règles de conflit de lois françaises, telles que prévues par la Convention de 1978 et le Règlement de 2016³.

Sur le renvoi aux règles étrangères internes, avec une application jurisprudentielle très favorable à l'application *in fine* du régime israélien - L'art. 15 ne définit pas le « lieu de la première résidence habituelle ». Deux approches coexistent, subjective ou objective :

- selon l'approche subjective de l'arrêt *Nafisi*⁴, dans lequel des époux mariés en Iran avaient vécu quarante ans dans ce pays, avant de s'installer en Israël, le juge Goldberg applique le régime légal israélien (de communauté), considérant que le choix d'émigrer en Israël est un choix tacite d'en adopter le régime, et ce malgré la règle contraire prévue à l'art. 15 ; cette approche a été reprise ensuite⁵ ;

Exemples - Un couple palestinien de Gaza s'y est marié et y a établi sa première résidence avant de déménager en Israël. L'enjeu de la loi applicable était important, puisque l'épouse ne recevrait rien si le droit en vigueur à Gaza (droit islamique ou jordanien) s'appliquait, ou bénéficierait de la moitié des biens acquis pendant le mariage si le droit israélien s'appliquait. Le juge a considéré qu'il existait un choix tacite en faveur du droit israélien⁶, a *minima* concernant les biens acquis après l'arrivée des époux en Israël (ce qui représentait la majorité du patrimoine des époux en l'espèce).

Cette solution de l'arrêt *Nafisi* a également été reprise dans une autre décision⁷, appliquant le régime israélien à un couple marié en Angleterre et ayant émigré en Israël dix ans plus tard. De même, dans l'arrêt *Sasson*⁸, il a été considéré que la notion de « première résidence » n'est pas nécessairement la première résidence habituelle des époux mais plutôt de la première résidence « d'intention » des époux, dans laquelle ils se sont installés dans un délai raisonnable à la suite du mariage.

- selon l'approche objective de l'arrêt *Azougui*⁹, il convient d'examiner les lieux où les époux ont effectivement résidé, pendant combien de temps et quels liens objectifs les reliaient à ce lieu¹⁰ pour déterminer la loi applicable.

Sur la possibilité de s'accorder sur une nouvelle loi pendant le mariage - L'art. 15 permet enfin aux époux de s'accorder sur l'application de la loi du lieu de leur nouvelle résidence habituelle, afin d'écartier la loi de la première résidence habituelle. De sorte que, en pratique, le régime légal israélien sera appliqué bien plus souvent que ne le laisse entendre la règle de conflit de l'art. 15.

Cas pratiques

1. Un couple dont l'un ou les deux conjoints ne sont pas de nationalité israélienne, marié après le 1^{er} sept. 1992 (mais avant le 30 janv. 2019) et ayant eu sa première résidence en France, et sans contrat de mariage, sera soumis au régime israélien après dix années de résidence en Israël (ou dès l'obtention par les deux conjoints de la nationalité israélienne).

2. Un couple d'*olim hadashim* marié en France après le 29 janv. 2019, sans contrat de mariage et qui a fait son *alyah* (obtenant ainsi tous les deux la nationalité israélienne) se verra en principe appliquer la loi de sa première résidence habituelle commune après la célébration du mariage. Mais conformément au Règlement européen, il pourrait voir appliquer la loi israélienne à son régime matrimonial si (1) ce couple a vécu pendant une période significativement plus longue en Israël qu'en France, et (2) si l'un des époux en fait la demande en invoquant l'existence de liens plus étroits.

■ Règles substantielles israéliennes en l'absence de contrat de mariage

Il convient ici d'examiner le régime par défaut, qui s'applique automatiquement en l'absence de contrat de mariage en cas de divorce ou de décès.

Mariages célébrés avant le 1^{er} janv. 1974 - Le régime applicable est celui de la « communauté de biens présumée », issu de la jurisprudence. Ce régime s'applique aux couples mariés avant l'entrée en vigueur de la loi de 1973 sur les relations patrimoniales entre époux. Il reflète une vision morale et sociale, découlant de la reconnaissance de l'égalité comme principe constitutionnel, notamment entre époux, en vertu de la loi sur l'égalité des droits des femmes de 1951¹¹, ainsi que des principes du droit des contrats. Ces principes traduisent l'intention des époux de maintenir un partage général et complet de tous les biens accumulés durant leur mariage, même lorsque certains de ces biens sont enregistrés au nom d'un seul des époux ou sous sa seule possession.

Cette présomption de communauté de biens peut toutefois être réfutée. Notamment, s'il est prouvé que les époux n'avaient pas l'intention de partager entre eux certains biens de manière égale, que ce soit pour des biens spécifiques ou de manière générale (notamment à travers un accord explicite ou un comportement révélateur de cette volonté). À la différence du régime en vigueur à compter du 1^{er} janv. 1974, la « communauté de biens présumée » entre conjoints n'est donc pas automatique : il est nécessaire de réunir

Côté israélien, à la différence du régime de « communauté de biens présumée » (avant 1974), dans le régime de l'équilibre des ressources (à compter du 1^{er} janv. 1974), les biens ne sont pas divisés en nature lors de la séparation, mais en valeur

certaines conditions pour établir l'existence d'un partage effectif. Dans ce régime, la division se fait en nature, permettant à chaque conjoint de prétendre à la moitié de l'ensemble des biens. Cependant, le tribunal privilégiera une solution autre que le partage en nature, si celui-ci est injustifié ou risque de causer un préjudice. Ce régime ne s'applique en principe pas aux biens acquis par les époux avant le mariage ni aux biens reçus par l'un des époux sous forme de donation ou d'héritage. Au fil des années, la notion de « communauté de biens présumée » a cependant été élargie¹². La Cour suprême a ainsi retenu le principe de communauté pour l'ensemble des biens du couple, à l'exception des biens propres, tels que les héritages.

Il existe toutefois des exceptions à ce principe, permettant à l'époux qui revendique la qualité commune d'un bien de démontrer que certains biens exclus du régime sont, en réalité, des biens « communs ».¹³

Mariages célébrés à compter du 1^{er} janv. 1974 - Le régime applicable est celui de la loi de 1973 (5733) précitée, sur les relations patrimoniales entre époux, nommé « régime de l'équilibre des ressources ».

Le régime de l'équilibre des ressources définit les modalités de partage des biens entre époux à la fin de leur mariage, que ce soit en cas

de divorce, de séparation¹⁴ ou de décès. Lorsque le mariage prend fin, la valeur de l'ensemble des biens est répartie équitablement entre les époux, sauf si le tribunal en décide autrement (art. 5 de la loi sur les relations patrimoniales entre époux, 5733-1973). Le régime de l'équilibre des ressources prévoit en particulier que, en cas de rupture du mariage ou de séparation des époux, une répartition équitable des biens, définis comme communs, doit être effectuée. Les biens communs comprennent tous types de biens, en ce compris les biens immobiliers, les éléments patrimoniaux de toute nature, les actions, les véhicules, les commerces, le mobilier, ainsi que les droits économiques ou financiers liés au travail, comme les indemnités de licenciement ou les fonds de pension. En somme, tout élément ayant une valeur financière, quelle qu'en soit la nature, peut y être intégré. À l'inverse, les biens acquis avant le mariage, les biens reçus en héritage ou en donation par l'un des conjoints ne sont pas considérés comme des biens communs.

Le tribunal peut cependant décider que les biens des époux ne seront pas partagés de manière égale, mais d'une autre manière, s'il existe des circonstances particulières justifiant une autre répartition (art. 8 de la loi sur les relations patrimoniales entre époux, 5733-1973).

Une autre différence avec le régime de « communauté de biens présumée » réside dans le fait que, dans le régime de l'équilibre des ressources, les biens ne sont pas divisés en nature lors de la séparation. À la place, un équilibre est établi, dans la mesure du possible, pour que la partie la plus aisée verse à l'autre la moitié de la valeur correspondant à la différence.

■ Contrat de mariage : quelles circulation et reconnaissance possibles entre la France et Israël ?

Nous ne reviendrons pas sur les conditions de validité d'un contrat de mariage conclu en France pour des époux français, car cette question ne soulève pas de difficultés particulières. Rappelons simplement que le contrat de mariage « classique » en droit français est un acte juridique effectué préalablement au mariage, par lequel les futurs époux choisissent leur régime matrimonial et en établissent les règles de fonctionnement. Un tel contrat, pouvant être passé devant notaire à moindre coût, permettra dans la

(11) V. bit.ly/Loi_Egalite-Femmes_1951_Israel

(12) Au départ, seuls les biens communs acquis pendant le mariage étaient inclus, et les biens commerciaux, comme ceux issus de l'activité professionnelle, étaient exclus.

(13) V. Cour suprême (siégeant en tant que cour d'appel civile - A°C), 4 juill. 2001, n° 4151/99, *Bril c/ Brill* (bit.ly/CourSupreme_04072001_4151-99_Israel); Cour suprême (siégeant en tant que cour d'appel civile - A°C), 20 janv. 1997, n° 1880/95, *Darham c/ Darham*; Cour suprême (siégeant en tant que cour d'appel civile - A°C), 4 août 1994, n° 806/93, *Hadari c/ Hadari* (bit.ly/CourSupreme_04081994_806-93_Israel).

(14) La loi permet en effet une liquidation en l'absence de divorce en cas de séparation et sous certaines conditions (notamment la séparation de corps pendant neuf mois, dépôt d'une demande en divorce depuis un an, violences intrafamiliales, etc.).

majorité des cas de satisfaire les exigences des époux, dès lors qu'il aura pour vocation à s'appliquer dans un contexte restreint de droit interne.

En droit français, les époux peuvent choisir entre plusieurs régimes matrimoniaux, encadrés par le code civil¹⁵.

Enfin, les époux peuvent changer de régime matrimonial sans condition de délai¹⁶ en passant devant un notaire, la procédure de l'art. 1397 c. civ. devant être respectée. En présence d'éléments d'extranéité, les époux pourront à la fois confirmer ou procéder à un changement de la loi applicable à leur régime matrimonial mais également choisir leur régime matrimonial en fonction de ladite loi applicable.

Nous nous focaliserons surtout sur la question des contrats de mariage dans un contexte franco-israélien, où la question de la validité de contrat et de sa réception dans l'autre pays peut se poser très fréquemment, avec des implications pratiques potentiellement très importantes en cas de séparation.

Le contrat de mariage en droit israélien

■ Définition générale

Le contrat de mariage, appelé également « contrat financier entre époux », est un contrat juridiquement contraignant, qui prévoit et organise à l'avance la répartition des biens entre les époux en cas de séparation ou de divorce.

Avant le mariage, le contrat de mariage peut être homologué de l'une des manières suivantes :

- par un notaire ;
- par l'officiant célébrant le mariage religieux ;
- ou par le tribunal aux affaires familiales ou le tribunal rabbinique. Cette dernière option relève d'un choix des parties et ne constitue, en aucun cas, une obligation. Autrement dit, les futurs époux peuvent tout à fait préférer une homologation devant notaire ou officiant religieux – ce qui sera tout aussi valide¹⁷. Après le mariage, l'homologation est obligatoire

(15) Préalablement ou après leur union, les époux peuvent choisir entre les régimes matrimoniaux conventionnels suivants :

1. La séparation de biens pure et simple : chaque époux conserve la gestion et la propriété exclusive de ses biens, qu'ils soient acquis avant ou pendant le mariage (C. civ., art. 1536 s.). Dans ce régime, il est possible d'y adjoindre une société d'acquêts, permettant aux époux de mettre certains biens en commun tout en restant séparés sur le reste.
2. La communauté universelle : tous les biens, présents et futurs, ainsi que le passif, deviennent communs aux époux (C. civ., art. 1526). Il est possible d'y ajouter un avantage matrimonial, notamment une clause d'attribution intégrale en pleine propriété ou en usufruit au profit du conjoint survivant, permettant ainsi de protéger davantage ce dernier.
3. La participation aux acquêts : pendant le mariage, il fonctionne comme une séparation de biens, mais, à la dissolution, le conjoint le moins fortuné peut prétendre à une part de l'enrichissement de l'autre (C. civ., art. 1569 s.) se matérialisant par une créance de participation.

(16) Le délai de deux ans a été supprimé par la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice entrée en vigueur le 25 mars 2019.

(17) Art. 2(c1) de la loi sur les relations patrimoniales entre époux, 5733-1973, préc.

(18) Art. 2(a) de la loi sur les relations patrimoniales entre époux, 5733-1973, préc.

(19) Cour suprême (siégeant en tant que cour d'appel civile – A°C), 15 avr. 1984, n° 442/83, *Moshe Kam c/ Dvorah Kam*.

(20) Cour suprême (A°C), *ibid*.

(21) Cour suprême (A°C), 15 févr. 1988, n° 291/85, *Oualid c/ Oualid*, (bit.ly/CourSupreme_15021988_291-85_Israel).

et doit être effectuée par le tribunal de la famille ou le tribunal religieux¹⁸.

■ Nature du contrat de mariage israélien et intérêt pratique

Le contrat de mariage peut en réalité agir comme un contrat de divorce anticipé. Conclu au début ou en cours de relation – quand la relation des époux est *a priori* bonne –, il permet de fixer d'avance les modalités de partage des biens, profitant ainsi de la bonne entente entre les époux. Cette approche permet de structurer de façons claire et apaisée les aspects patrimoniaux, garantissant aux conjoints la protection de leurs intérêts en cas de séparation.

Le contenu d'un contrat de mariage israélien est très variable et peut inclure, outre la question de la répartition des biens en cas de divorce, des dispositions relatives à la pension alimentaire en cas de divorce.

La Cour suprême a cependant jugé que, tout comme un jugement ordinaire relatif à une pension alimentaire peut être révisé en cas de changement substantiel des circonstances, un jugement homologuant un contrat des parties (ce qui est en principe le cas si le contrat de mariage a été conclu après le mariage) pouvait l'être également¹⁹.

En principe, un jugement homologuant un accord ne doit être révisé que dans des cas exceptionnels, en raison de son caractère contractuel. Toutefois, cela reste possible, que les parties aient ou non laissé cette possibilité ouverte au moment de sa conclusion. Même en l'absence d'une telle intention manifeste, le tribunal peut interpréter le contrat comme étant fondé sur un ensemble de faits et de circonstances spécifiques au moment de sa conclusion et, dès lors, modifier les conditions du contrat.

L'objectif du tribunal, en cas de séparation, sera de trouver un équilibre entre deux intérêts opposés : d'une part, le principe de l'autorité de la chose jugée, garantissant la stabilité des décisions de justice, et, d'autre part, la nécessité d'éviter le maintien d'un jugement dont l'exécution, en raison d'un changement de circonstances, deviendrait totalement injuste²⁰.

A *contrario*, et en l'absence de changement de circonstances, le contrat s'appliquera en cas de divorce.

■ Reconnaissance en Israël d'un contrat de mariage français ?

Il s'agit d'examiner la validité d'un contrat de mariage conclu en France par un couple français ayant émigré en Israël.

Même si le contrat de mariage est valide selon la loi française, la question de son application en cas de divorce dans les tribunaux israéliens pourra se poser.

Les tribunaux israéliens doivent en principe appliquer l'art. 15 susvisé, selon lequel : « Les relations patrimoniales entre époux sont régies par la loi de leur lieu de résidence au moment du mariage, mais ils peuvent par contrat définir ou modifier ces relations conformément à la loi de leur lieu de résidence au moment de la conclusion du contrat. »

Les tribunaux ont ainsi jugé que, lorsqu'un accord explicite avait été signé à l'étranger, validé selon les lois locales, et qu'une expertise juridique sur le droit étranger avait été correctement soumise au tribunal, le contrat étranger devait s'appliquer.

Exemples - Dans l'affaire 291/85 *Oualid c/ Oualid*²¹, les époux s'étaient mariés en France, sous le régime de séparation des biens, avant d'immigrer en Israël. Lorsque leur mariage a pris fin, l'époux s'est appuyé sur le contrat français de séparation des biens, tandis que l'épouse a tenté de faire valoir la

En Israël, lorsque le contrat de mariage est conclu après le mariage, l'homologation est obligatoire et doit être effectuée par le tribunal de la famille ou le tribunal religieux

«présomption de communauté» israélienne. Le tribunal a retenu l'argument de l'époux, jugeant qu'un accord explicite conclu en France ne pouvait être annulé par la simple immigration en Israël.

Cependant, dans une décision récente rendue par le tribunal aux affaires familiales de Jérusalem²², il a été jugé qu'un contrat de mariage conclu entre les époux en France avant leur union et non validé par un tribunal israélien ne s'appliquait pas aux biens acquis ou accumulés par les parties en Israël. Dans cette affaire, le couple s'était marié civilement en France, où il avait établi un contrat de séparation des biens, et n'avait immigré en Israël que quinze ans plus tard. Le tribunal a cependant considéré que le fait que les parties aient choisi de se marier religieusement en Israël plutôt qu'en France témoignait de leur lien avec Israël, renforcé par leur immigration quinze ans plus tard et que l'absence de conclusion d'un contrat israélien de séparation de biens constituait un accord implicite en faveur de l'application du régime israélien aux biens qui y seraient acquis. Aucun document écrit n'a été requis pour constater cette intention implicite. Dans cette affaire, des considérations pratiques et probatoires faisaient également obstacle à l'application de la loi française.

Conseil pratique - Compte tenu de l'incertitude entourant l'interprétation de la loi applicable ainsi que du contrat de mariage français en Israël, il est très vivement conseillé aux nouveaux immigrants français, dès leur arrivée en Israël, de faire homologuer leur contrat de mariage signé en France ou, à défaut, de conclure un nouveau contrat de mariage de droit israélien.

Un contrat de mariage israélien valable et reconnu en France ?

■ Importance de définir clairement les règles relevant du régime matrimonial

L'application des contrats de mariage israéliens en France soulève des difficultés de qualification. Saisie d'une question d'exécution d'un contrat de mariage israélien, la première question sur laquelle une juridiction française devra statuer est celle de la qualification des dispositions en cause, afin de comprendre si les règles doivent être considérées comme relevant du régime matrimonial des époux ou d'un choix de loi applicable aux obligations alimentaires.

En effet, pour rappel, les contrats israéliens peuvent se contenter de fixer certaines règles sur le sort des biens des époux pendant le mariage, ou également prévoir l'ensemble des conséquences financières en cas de divorce.

Si la qualification est opérée *lege fori*, sur ces questions, le juge français devra ici faire référence aux définitions telles qu'issues des textes et de la jurisprudence européenne.

On rappellera que la notion de «régime matrimonial» peut se définir comme «l'ensemble des règles relatives aux rapports patrimoniaux entre époux et dans leurs relations avec des tiers²³». Cette définition étant assez large, il peut être complexe de distinguer entre les rapports patrimoniaux résultant du divorce ou de sa dissolution et la notion d'«obligations alimentaires».

Dans l'arrêt *Van den Boogaard*²⁴, la Cour de justice de l'Union européenne a apporté quelques précisions sur ces différentes catégories, en retenant que, s'il ressort qu'une prestation est destinée à assurer l'entretien d'un époux dans le besoin ou si le besoin et les ressources de chacun des époux sont pris en considération pour déterminer son montant, il s'agit d'une obligation alimentaire. En revanche, si elle vise uniquement à la répartition des biens entre les époux, elle concerne les régimes matrimoniaux.

Sur la base de cette ligne directrice, et en l'absence de jurisprudence plus récente, il conviendra de faire une distinction dans les contrats de mariage israéliens.

Conseil pratique - Il est fortement recommandé aux époux de préciser en amont dans le contrat ce qui relève du régime matrimonial ou des pensions alimentaires et, donc, d'insister, le cas échéant, sur la notion de «besoin» ou de «ressources des époux», afin que les juridictions françaises assimilent ces dispositions à des «obligations alimentaires».

■ La possibilité de fixer par avance le montant de la pension alimentaire

Pour rappel, un contrat israélien peut prévoir des dispositions sur le montant de la pension alimentaire à verser entre la séparation et le divorce. La question qui se pose est de savoir dans quelle mesure ces dispositions seront appliquées par les juridictions françaises saisies d'une procédure de divorce.

En principe, de telles dispositions seraient aujourd'hui licites en droit français, si, conformément au Protocole de La Haye de 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires (applicable en France depuis le 1^{er} août 2013), les parties choisissent une loi étrangère pour régir les obligations alimentaires et que cette loi étrangère autorise ces dispositions. C'est le sens du texte européen, bien que la jurisprudence actuelle montre une certaine réticence à appliquer ce type de clause.

Exemple - Cette réticence est certaine lorsque les époux ont prévu une renonciation totale à une prestation compensatoire ou autre forme de pension alimentaire. La Cour de cassation²⁵ (et le TGI de Paris en avait fait de même) considère ainsi qu'«il incombait à la cour de rechercher, de manière concrète, si les effets de la loi allemande n'étaient pas manifestement contraires à l'ordre public international français».

Si les conditions de consentement libre sont réunies, les parties étant pleinement informées et conscientes des conséquences de leur choix, le Protocole de La Haye envisage pourtant en principe la possibilité que le choix de loi applicable conduise à des conséquences inéquitables ou déraisonnables pour l'une ou l'autre des parties. L'art. 8, 5, du Protocole de La Haye, s'agissant de la désignation de la loi applicable aux obligations alimentaires, prévoit en effet que, «à moins que les parties n'aient été pleinement informées et conscientes des conséquences de leur choix au moment de la désignation, la loi désignée ne s'applique pas lorsque son application entraînerait des conséquences manifestement inéquitables ou

(22) Tribunal aux affaires familiales de Jérusalem (Tal'am), *Plonit c/ Ploni*, 4 nov. 2024, n° 24794-07-23 (bit.ly/TribFam_Jerusalem_04112024_24794-07-23_Israel). NB: Les noms «Plonit c/ Ploni»/«Ploni c/ Plonit»/«Ploni c/ Anonyme» sont des termes génériques utilisés comme noms des parties, lorsque le jugement est confidentiel et équivalent à «Une telle c/ Un tel».

(23) Définition de l'art. 3 du Règlement «Régimes matrimoniaux».

(24) CJUE 27 févr. 1997, n° C-220/95, *Van den Boogaard*, attendus 21 et 22, D. 1997. 81 ; Rev. crit. DIP 1998. 466, note H. A. L. et G. Droz.

(25) Civ. 1^{re}, 8 juill. 2015, n° 14-17.880, AJ fam. 2015. 492, obs. A. Boiché.

déraisonnables pour l'une ou l'autre des parties.» *A contrario*, il est possible de désigner une loi conduisant à des conséquences inéquitables ou déraisonnables si les parties sont pleinement informées.

Ce contrôle *in concreto* au regard de l'ordre public du *for* saisi, opéré actuellement par la Cour de cassation, n'est donc pas réellement envisagé par le

(26) Protocole de La Haye, art. 13: «L'application de la loi désignée en vertu du Protocole ne peut être écartée que dans la mesure où ses effets sont manifestement contraires à l'ordre public du *for*.»

Protocole au regard de l'art. 8 susvisé, et de l'art. 13 du Protocole, qui prévoit plutôt une violation *in abstracto* de l'ordre public du *for* saisi²⁶.

Il est vrai que, pour le moment, les tribunaux français n'ont eu à se prononcer que dans des hypothèses de renonciation totale des époux. La question reste donc ouverte dans des hypothèses où les dispositions du contrat de mariage israélien prévoiraient des montants significatifs, suffisants pour couvrir les besoins du créancier d'aliments.

La question de la validité de ces clauses n'est donc pas entièrement tranchée en droit français aujourd'hui...

LES PIÈGES D'UN DIVORCE ENTRE LA FRANCE ET ISRAËL

par Liane Kehat

Avocate au Barreau de Tel Aviv, Liane Kehat – Cabinet d'Avocats, notariat et médiation

Shelly Favel

Avocate au Barreau de Tel Aviv, Liane Kehat – Cabinet d'Avocats, notariat et médiation

Delphine Eskenazi

Avocate aux barreaux de Paris et de New York, Associée chez Libra Avocats

et Inès Amar

Avocate aux barreaux de Paris et de New York, Libra Avocats

Il existe des règles substantielles très différentes en cas de divorce en France ou en Israël, ce qui signifie que le praticien en charge d'un divorce contentieux entre la France et Israël devra être particulièrement vigilant au moment de l'introduction de la procédure, afin de choisir, lorsque le choix existe, la juridiction la plus favorable aux intérêts de son client en fonction des textes applicables.

L'absence de juridiction et la «privatisation» du divorce amiable actuellement en droit français suscitent également des questions s'agissant de la reconnaissance de ce divorce en Israël.

(1) Art. 1 de la loi sur la compétence des tribunaux rabbiniques (mariage et divorce) de 5713-1953 (bit.ly/Loi_CompétenceTribunauxRabbinique_Mariage-Divorce_1953_Israel).

(2) Chez les juifs, le divorce se déroule *via* la cérémonie du *Guet*. Une partie séparée sera dédiée à cette question.

(3) Le divorce pourra ensuite être transcrit, le cas échéant, auprès de l'état civil en France. En effet, lorsque le divorce a été prononcé par un tribunal rabbinique israélien, il sera possible de transcrire le divorce en produisant auprès du consulat de France la *Teudat Gerushin* (certificat de divorce) et *Maase Beit Din* (décision de justice/procès-verbal du tribunal rabbinique/acte juridique), tous les deux légalisés (*ishur*) par *Hahanalat Beit Hadin* Harabani (direction de l'administration des tribunaux rabbiniques) puis tous les deux apostillés par le ministère des affaires étrangères israélien. Pour l'ensemble des pièces à fournir, v. bit.ly/Consulat_Divorce_Pieces_Israel.

(4) Art. 1 de la loi sur la compétence des tribunaux rabbiniques (mariage et divorce), 5713-1953, préc.

■ Divorce contentieux, l'enjeu du choix de la juridiction

Règles de compétence et loi applicable en Israël

■ Règles de compétence

● Règles de compétence en l'absence d'éléments d'extranéité

En Israël, le prononcé du divorce relève de la compétence exclusive des institutions religieuses (tribunal rabbinique pour les conjoints de confession juive¹). Il est, dès lors, soumis à des règles, rites et restrictions propres à chaque religion².

Cependant, lors d'un divorce entre deux conjoints juifs, les questions connexes au divorce ne relèvent pas exclusivement de la compétence du tribunal rabbinique, mais sont également du ressort du tribunal aux affaires familiales. Une véritable « course à la compétence » peut alors s'engager entre ces deux tribunaux.

Compétence pour le prononcé du divorce : compétence exclusive du tribunal rabbinique pour les couples juifs

Dès lors que les deux conjoints sont juifs, le tribunal rabbinique dispose d'une compétence exclusive³ pour statuer sur la demande en divorce, et ce même si les époux se sont mariés uniquement civilement à l'étranger ou sont résidents en Israël au moment du divorce mais n'ont pas la nationalité israélienne⁴.

Il existe une exception à cette règle dans le cas où la loi du lieu de célébration du mariage permet de divorcer sans saisir le tribunal rabbinique.

Exemple - Un couple français marié civilement en France (et non religieusement) décide par la suite de faire son *alyah*. Après quelques années passées en Israël, le couple choisit de divorcer en France par consentement mutuel, devant notaire. Une fois le divorce prononcé, l'ex-couple pourra transcrire son divorce civil en Israël.

Compétence pour les conséquences du divorce: compétences concurrentes du tribunal rabbinique et du tribunal aux affaires familiales - De nombreuses questions annexes au divorce, au-delà de l'obtention du *Guet*, relèvent également de la compétence concurrente du tribunal aux affaires familiales. Ces questions incluent notamment la pension alimentaire et le partage des biens. La notion de «compétence concurrente» signifie que, en matière de

La compétence du tribunal aux affaires familiales pour traiter de toutes les questions annexes au divorce (pension alimentaire, partage de biens par ex.) est une compétence automatique

questions annexes au divorce, il est possible de saisir aussi bien le tribunal rabbinique que le tribunal aux affaires familiales. Si l'on souhaite que le tribunal rabbinique traite des questions annexes, celles-ci doivent être directement liées à la demande de divorce⁵. En revanche, si l'on souhaite que le tribunal aux affaires familiales

statue sur ces questions, il est nécessaire de déposer une demande judiciaire distincte pour chaque question⁶.

La compétence du tribunal aux affaires familiales pour traiter de toutes les questions annexes est une compétence automatique. *A contrario*, pour que le tribunal rabbinique soit compétent sur ces questions annexes, certaines conditions doivent être remplies – ce processus étant nommé «liaison» («*krikha*» en hébreu)⁷. La partie souhaitant effectuer la «liaison» doit démontrer la réunion de trois conditions cumulatives⁸:

- la demande en divorce est sincère, c'est-à-dire déposée avec une véritable intention de divorcer ;
- la «liaison» est sincère, c'est-à-dire effectuée avec une réelle volonté de faire statuer le tribunal rabbinique sur cette question ;
- la «liaison» a été effectuée conformément à la loi, c'est-à-dire formulée de manière explicite et claire.

Si la partie souhaitant effectuer la «liaison» ne parvient pas à réunir les trois conditions susvisées, le tribunal rabbinique ne sera pas compétent pour traiter des questions annexes.

Attention - Tout récemment, le 19 févr. 2025, la Cour suprême a rendu une décision pionnière⁹ selon laquelle les tribunaux rabbiniques ne sont pas compétents pour traiter les demandes de pensions alimentaires pour enfants dans le cadre d'un divorce, sauf si les deux parents y ont explicitement consenti. La décision a été prise sur recours de quatre pères qui s'appuyaient sur une jurisprudence de 1969 interdisant aux tribunaux rabbiniques de traiter des demandes de pensions alimentaires pour enfants sans le consentement des deux parties. L'État a soutenu la position des pères, soulignant que les tribunaux rabbiniques avaient outrepassé leur compétence. Dorénavant, les demandes de pensions alimentaires pour enfants seront traitées exclusivement par les tribunaux aux affaires familiales, sauf si les deux parents conviennent de les soumettre à un tribunal rabbinique. Ce changement significatif en matière de compétence pourrait avantager certains pères dans les cas de garde partagée, puisque, contrairement aux tribunaux rabbiniques, les tribunaux aux affaires familiales n'imposent pas aux pères l'obligation de verser une pension alimentaire lorsque les deux parents disposent d'une situation financière comparable.

Le choix de la juridiction à saisir d'une procédure de divorce est donc une question cruciale, entraînant des conséquences significatives sur la suite.

Ce choix ne peut être fait qu'en prenant en considération les règles différentes qui seront appliquées par le tribunal familial ou le tribunal rabbinique.

● Règles de compétence en présence d'un élément d'extranéité

Nous examinerons ici les règles de compétence permettant de statuer sur le prononcé du divorce et sur ses conséquences. La possibilité d'obtenir uniquement le *Guet*¹⁰, pour des époux juifs résidant à l'étranger, sera examinée plus loin.

Le tribunal rabbinique, en présence d'un élément d'extranéité, est compétent pour statuer sur le prononcé du divorce (et les questions connexes selon les règles décrites ci-dessus) pour un couple juif, marié selon la loi juive, dans chacun des cas suivants (art. 4a de la loi sur la compétence des tribunaux rabbiniques [mariage et divorce] de 1953, préc.):

- le domicile du défendeur est en Israël ;
- les deux conjoints sont citoyens israéliens ;
- le lieu de résidence du demandeur est en Israël, à condition qu'il y ait résidé pendant au moins un an avant le dépôt de l'assignation, ou que le dernier domicile commun des conjoints ait été fixé en Israël, ou qu'il soit également citoyen israélien ;
- le demandeur est citoyen israélien et a résidé en Israël pendant une année au cours des deux années précédant le dépôt de la demande.

En ce qui concerne le **tribunal aux affaires familiales**, la loi prévoit que la compétence est déterminée par le dernier lieu de résidence des époux¹¹. Si ce lieu n'est pas en Israël, la compétence revient au lieu de résidence du demandeur et non à celui du défendeur, conformément à l'art. 6(a) du Règlement de procédure du tribunal aux affaires familiales (préc.). Autrement dit, la compétence en matière de droit familial est déterminée en fonction du lieu de résidence du demandeur en Israël, même si le défendeur réside en dehors du pays, notamment pour les questions de pensions alimentaires, de garde d'enfants et de biens.

Les couples de même sexe ainsi que les couples mixtes ou athées mariés civilement à l'étranger doivent solliciter le divorce auprès du tribunal aux affaires familiales¹².

(5) La question de la garde des enfants est considérée comme étant intrinsèquement liée à l'action en divorce et ne nécessite donc pas d'être expressément incluse dans le cadre de la «liaison» devant le tribunal rabbinique.

(6) Art. 15 du Règlement de procédure du tribunal aux affaires familiales (2020) (bit.ly/Regl_TribFam_2020_Israel).

(7) Sur cette «liaison», v. la fiche explicative sur le site israélien kolzchut.org (bit.ly/TribunalRabbinique_Liaison_Fiche_Israel).

(8) Art. 3 et 9 de la loi sur la compétence des tribunaux rabbiniques (mariage et divorce), 1953, préc. et affaires *Bd"m 1/60 Winter c/ Bari*, 16 juin 1961, p.d. 15, 1457, et Cour suprême (A" C), 8 juill. 1959, n° 8/59 *Goldman c/ Goldman*, p.d. 13, p. 1085.

(9) Cour suprême (*Bagat"z*), 19 févr. 2025, n° 5988/21, *Ploni c/ Plonit*, (bit.ly/CourSupreme_19022025_5988-21_Israel).

(10) Chez les juifs, le divorce se déroule via la cérémonie du *Guet* (v. partie spécifique ci-dessous sur le *Guet*).

(11) Art. 6(a) du Règlement de procédure du tribunal aux affaires familiales (2020) 5781, préc.

(12) Les couples mixtes ou athées doivent introduire une action en divorce selon la loi relative à la juridiction en matière de dissolution du mariage (cas particuliers et compétence internationale) de 1969 (bit.ly/Loi_CompetenInternational_Divorce_1969_Israel). En revanche, pour les couples de même sexe, la procédure n'est pas fondée sur cette loi : il s'agit d'une requête distincte visant à obtenir un jugement déclaratif de dissolution du mariage: *Ta"han*, Tribunal aux affaires familiales de Tel Aviv, 8 déc. 2013, n° 52224-11-13 (bit.ly/TribFam_TelAviv_08122013_52224-11-13_Israel).

Détermination et contenu de la loi israélienne en cas de divorce

Compte tenu des différences entre la loi applicable devant le tribunal rabbinique et le tribunal aux affaires familiales, les « courses à la compétence » sont fréquentes. Le choix de la juridiction civile ou religieuse revêt ainsi un intérêt stratégique.

Cela étant, le tribunal rabbinique est tenu d'appliquer la législation israélienne ainsi que les décisions de la Cour suprême, à l'instar du tribunal aux affaires familiales, lorsqu'il s'agit de questions liées au divorce et que ces législations sont applicables (par exemple, pour le partage des biens des époux). Si le tribunal rabbinique refuse d'appliquer le droit civil (ce qui ne devrait pas être le cas en principe), il est possible de déposer un recours devant la Cour suprême siégeant en tant que Haute Cour de justice¹³.

■ Garde pour les enfants et droit de visite

La loi applicable en matière de droit de visite et de garde des enfants est le droit civil, en vertu de la loi sur la capacité juridique et la tutelle de 1962¹⁴.

En l'absence d'accord entre les parents sur les temps de résidence respectifs, il convient de saisir le tribunal civil ou religieux afin de fixer la répartition. Le tribunal se fonde sur l'intérêt supérieur de l'enfant pour statuer.

La « présomption de la petite enfance » est une règle juridique établie par la loi sur la capacité juridique et la tutelle. Selon cette règle, lorsque les parents ne parviennent pas à s'accorder sur la question de la garde, le tribunal ordonne généralement que les enfants de moins de 6 ans soient confiés à la garde de la mère, bien qu'il arrive de plus en plus fréquemment que la garde partagée soit ordonnée, même avant 6 ans. Reste que la loi n'a pas encore été modifiée¹⁵.

■ Pension alimentaire pour les enfants

Loi personnelle ou loi civile - La loi applicable en matière de pension alimentaire pour enfants est le droit personnel (le droit religieux) et la jurisprudence de la Cour suprême l'interprétant.

(13) Cour suprême (Bagat"z), 7 févr. 1994, n° 1000/92, *Bavli c/ le Grand Tribunal rabbinique*, p.d. 48(2) 221 (1994) (bit.ly/CourSupreme_07021994_1000-92_Israel).

(14) Loi relative à la capacité juridique et à la tutelle de 5722-1962 (bit.ly/Loi_Capacité-Tutelle_1962_Israel).

(15) Art. 25 de la loi relative à la capacité juridique et à la tutelle de 5722-1962, préc.

(16) Il s'agit de l'art. 3 de la loi modifiant le droit de la famille (pensions alimentaires) de 1959 (5719) [ci-après désignée : « la loi sur les pensions alimentaires »] (bit.ly/Loi_PensionAlimentaire_1959_Israel). Toutefois, l'obligation incombant à l'époux de payer une pension alimentaire à son épouse n'est pas automatique. En effet, il existe des conditions à remplir pour pouvoir en bénéficier. - V. égal. : Tribunal aux affaires familiales de Nazareth (Tama"sh), 8 août 2011, n° 12189-08-09, *T.g. et al. c/ C.H.g.* (bit.ly/TribFam_Nazareth_08112011_Israel).

(17) V. not. dans l'affaire portée devant la Cour suprême Ba"am - demande d'autorisation de faire appel, 19 juill. 2017, n° 919/15, *Ploni c/ Plonit* (bit.ly/CourSupreme_19072017_919-15_Israel). - Sur les pensions alimentaires, v. la fiche explicative sur le site israélien kolzchut.org (bit.ly/PensionAlimentaire_Enfant_Fiche_Israel).

(18) Cour suprême (A" C), 13 oct. 1988, n° 552-87, *Vered c/ Vered* (bit.ly/CourSupreme_13101988_552-87_Israel).

(19) Ces dépenses sont également réparties en fonction des capacités financières des parents.

(20) V. *supra* p. XXX.

Dans le cas d'un parent auquel aucun droit personnel ne s'applique, d'un couple mixte ou si le droit personnel applicable n'oblige pas le parent à payer une pension alimentaire à ses enfants, c'est la loi civile qui s'applique¹⁶.

Pension alimentaire - En droit civil, les deux parents doivent contribuer à la pension alimentaire de l'enfant mineur à parts égales, en fonction de la proportion de leurs revenus disponibles.

En droit hébraïque (applicable aux enfants de couples juifs), l'obligation principale de payer la pension alimentaire aux enfants incombe au père ; celle de la mère est considérée comme secondaire. L'obligation de la mère de participer financièrement ne s'applique que dans certains cas et uniquement si elle en a les moyens financiers. En revanche, l'obligation du père de payer la pension alimentaire à ses enfants est toujours en vigueur et ne dépend d'aucune condition.

Selon la loi juive (anciens textes hébraïques et interprétation de la Cour suprême¹⁷), la répartition de la pension alimentaire entre les parents est la suivante :

- **de la naissance jusqu'à l'âge de 6 ans** : l'obligation de payer la pension alimentaire repose entièrement sur le père, indépendamment de ses capacités économiques (un père pauvre, sans emploi ou handicapé, est tenu de payer une pension alimentaire à ses enfants). Cependant, les décisions prennent souvent en considération les temps de résidence des enfants ainsi que les écarts de revenus, et n'imposent pas systématiquement une obligation absolue au père ;

- **de 6 à 18 ans** : les deux parents partagent la charge de la pension alimentaire de leurs enfants, en tenant compte, entre autres, de la répartition des temps de résidence et des écarts de revenus ;

- **après 18 ans** :

- pour les enfants âgés de plus de 18 ans en service militaire obligatoire ou en service national, il est courant de réduire le montant de la pension alimentaire fixé par jugement à un tiers (1/3) de la somme initialement déterminée pour cet enfant ;

- pour les enfants âgés de plus de 18 ans étudiant deux années supplémentaires après leur baccalauréat (équivalent d'une 13^e et 14^e année en Israël et d'un BTS ou équivalent en France), une nouvelle approche jurisprudentielle leur étend le versement des pensions. Cependant, cela n'est en aucun cas automatique. En règle générale, même pour ces périodes, les montants des pensions alimentaires sont réduits à un tiers. Et il est important de noter que, le cas échéant, la pension alimentaire de l'enfant lui est directement versée, sauf si la résidence principale de l'enfant est fixée au domicile de la mère.

Contribution aux frais de logement - Le paiement afférent au logement et à son entretien est considéré comme faisant partie des besoins essentiels de l'enfant, et peut être ajouté à la pension alimentaire ou intégré dans la somme globale¹⁸.

Dépenses spéciales et dépenses relatives à l'éducation

- Au montant payé pour la pension alimentaire des enfants et les frais de logement, il est d'usage d'ajouter une somme pour les dépenses spéciales et celles afférentes à l'éducation et aux frais médicaux¹⁹.

■ Partage des biens et possible attribution de montants additionnels (« dommages et intérêts ») pour disparité de revenus significative

Cas général : communauté de biens - Pour rappel, comme expliqué dans la partie consacrée aux « Régimes matrimoniaux »²⁰, c'est le droit civil qui s'applique en matière de division des biens, à savoir la doctrine de la « communauté de biens présumée » (pour les couples mariés avant le 1^{er} janv. 1974), la loi sur les relations patrimoniales

entre époux (pour les couples mariés à compter du 1^{er} janv. 1974) et son interprétation par la Cour suprême.

Concernant le contenu de la loi applicable, le tribunal aux affaires familiales ou tribunal rabbinique si les conditions pour une « liaison » sont remplies doit procéder à un **équilibre et un partage équitable des biens** entre les parties lors de la dissolution du lien conjugal.

En 2008, la loi sur les relations patrimoniales entre époux de 1973²¹ a été amendée s'agissant de l'art. 5 qui définit ce qui constitue les biens des époux. La notion d'« écarts de revenus » ne figure pas dans la liste des biens mentionnés à l'art. 5²², mais pourra entrer en considération dans le cadre de l'art. 8.

Aux termes de cet art. 8, lorsque le tribunal estime que des circonstances particulières le justifient, il peut, à la demande de l'un des époux, décider que certains biens ne seront pas soumis au partage ou que la répartition de la valeur des biens, en tout ou en partie, ne sera pas nécessairement effectuée à parts égales, mais selon une autre proportion qu'il déterminera, en tenant compte notamment des biens futurs, intégrant la capacité de revenus de chacun.

L'approche adoptée par les tribunaux en Israël, appelée « modèle équitable » (*Equitable Model*), ne considère pas que les biens futurs doivent automatiquement être partagés dans tous les cas. Elle confère au tribunal un large pouvoir d'appréciation, lui permettant d'examiner au cas par cas si un ajustement financier est justifié en raison d'une différence de revenus entre les époux. Les tribunaux ont précisé qu'une simple disparité significative entre la capacité des revenus de l'un et de l'autre conjoint ne suffisait pas pour ordonner un partage fondé sur cette « capacité de revenus ». Il faut encore démontrer le sacrifice de l'un (qui se consacre à la famille) au profit du développement professionnel de l'autre.

Dans l'évaluation de cette disparité, les tribunaux doivent veiller à améliorer la position de départ du « conjoint domestique » au moment où il entame une nouvelle vie, de la même manière qu'il a contribué à améliorer la position de départ de son conjoint. Ces considérations influencent également les modalités du paiement (versement unique, paiement périodique ou combinaison des deux,

la période étant variable dans le temps et déterminée afin de permettre une réhabilitation économique du « conjoint domestique »). D'un côté, il existe des situations où il convient de reconnaître pleinement les écarts de capacité de revenus. De l'autre, le droit à la reconnaissance des écarts de

Sauf exception, le tribunal (tribunal rabbinique comme tribunal aux affaires familiales) doit procéder à un équilibre et un partage équitable des biens entre les parties

capacité de gain ne sera pas accordé, par exemple lorsqu'il n'existe aucune différence substantielle. Et entre ces deux extrêmes, il existe des cas où un écart de capacité de revenus sera reconnu, mais où il conviendra de laisser aux tribunaux une large marge d'appréciation quant à la manière de calculer cet écart²³.

Cas particulier en cas d'absence de partage des biens - Dans les cas rares où il existe une séparation de biens entre les époux et où aucun partage des biens n'a lieu, l'épouse peut être lésée, puisqu'elle n'a pas constitué de patrimoine avec son époux et qu'elle ne reçoit pas la moitié des biens de celui-ci lors du divorce. Dans ce cas, et si les époux se sont mariés civilement, un droit à une pension alimentaire de réadaptation pour une durée déterminée peut être reconnu²⁴. De même, si les époux ont un régime de séparation de biens et se sont mariés religieusement, une pension alimentaire de réadaptation pour une durée déterminée peut être accordée, mais uniquement dans des circonstances très exceptionnelles²⁵.

■ Possible course à la compétence entre le tribunal rabbinique et le tribunal aux affaires familiales

Compte tenu des règles ci-dessus, qui peuvent s'appliquer différemment devant le tribunal civil ou religieux, la question du

juge à saisir en premier en interne se pose très fréquemment.

Pour rappel, le prononcé du divorce relève de la compétence exclusive des institutions religieuses (tribunal rabbinique pour les conjoints de confession juive). En revanche, dans le cadre d'un divorce entre deux conjoints juifs, les questions connexes au divorce ne relèvent pas exclusivement de la compétence du tribunal rabbinique, mais peuvent être également du ressort du tribunal aux affaires familiales, qui dispose d'une compétence automatique pour traiter de ces questions, tandis que la compétence du tribunal rabbinique est soumise à plusieurs conditions préalables (v. les développements ci-dessus concernant la « liaison »).

Une véritable « course à la compétence » pourrait alors avoir lieu entre le tribunal rabbinique et le tribunal aux affaires familiales.

Bien souvent, le sort d'une procédure est déterminé en fonction du tribunal saisi en premier.

Conseil - L'idée généralement répandue est que l'époux aurait intérêt à engager son action en divorce devant le tribunal rabbinique, tandis que l'épouse trouverait généralement plus d'avantages à saisir le tribunal aux affaires familiales. Cette croyance est, en réalité, souvent erronée, et il n'existe pas de réponse universelle à la question de la juridiction à privilégier. La loi applicable et l'appréciation du tribunal, ainsi que les règles de procédure et les exigences en matière de preuves, diffèrent d'une juridiction à l'autre.

De nombreux critères complexes doivent ainsi être pris en compte pour décider si l'action doit être introduite devant le tribunal rabbinique ou le tribunal aux affaires familiales, de sorte qu'il est important d'être conseillé par un avocat local²⁶ avant de saisir l'une ou l'autre juridiction, chaque situation étant unique.

Règles de compétence et de loi applicable en France

■ Règles de compétence

Procédure de divorce - S'agissant de la procédure de divorce, la compétence des juridictions françaises doit généralement être appréciée sur le fondement de l'art. 3 du Règlement européen n° 2019/1111 dit « Bruxelles II ter ». Plus généralement, tous les Règlements européens décrits ci-dessous sont d'application universelle et s'appliquent dès lors que

(21) bit.ly/Loi_Epoux-RelationsPatrimoniales_1973_Israel

(22) L'art. 5 précise que l'expression « ensemble des biens des époux » inclut « les droits futurs à la pension, les indemnités de départ, les fonds de formation professionnelle, les fonds de prévoyance et l'épargne ». Les écarts de revenus n'ont donc pas été définis comme des biens au sens de l'art. 5 de la loi.

(23) Tribunal du district de Tel Aviv (siégeant comme cour d'appel en matière familiale - Ama"sh), 23 févr. 2022, n° 25798-02-21, *Plonit c/ Ploni* (bit.ly/TribDistrict_TelAviv_23022022_25798-02-21_Israel).

(24) Cour suprême (A" C), 10 déc. 2003, n° 8256/99, *Plonit c/ Ploni* (bit.ly/CourSupreme_10122003_8256-99_Israel).

(25) Cour suprême (Ba"am - Demande en vue de faire appel), 8 nov. 2012, n° 4867/12, *Ploni c/ Plonit*.

(26) Pour ce faire, il est possible de consulter cet annuaire: bit.ly/Avocat_Annuaire_Israel

les tribunaux français sont saisis, et ce même s'il s'agit d'un contentieux entre la France et Israël (État tiers à l'UE).

Le Règlement «Bruxelles II ter» prévoit des critères alternatifs de compétence et les juridictions françaises seront généralement compétentes si :

- (1) se trouve sur le territoire français :
 - (i) la résidence habituelle des époux ;
 - ou (ii) la dernière résidence habituelle des époux dans la mesure où l'un d'eux y réside encore ;
 - ou (iii) la résidence habituelle du défendeur ;
 - ou (iv) en cas de demande conjointe, la résidence habituelle de l'un ou l'autre époux ;
 - ou (v) la résidence habituelle du demandeur s'il y a résidé depuis au moins une année avant l'introduction de la demande ;
 - ou (vi) la résidence habituelle du demandeur s'il y a résidé depuis au moins six mois immédiatement avant l'introduction de la demande et qu'il est français ; ou
- (2) les époux sont tous les deux de nationalité française.

Lorsqu'aucune de ces règles ne permet de fonder la compétence des juridictions françaises ou d'une autre juridiction d'un État membre, il sera également possible de fonder leur compétence sur les règles internationales de droit commun, comme les art. 14 et 15 c. civ. français, sous réserve cependant que leur mise en œuvre n'ait pas pour conséquence d'attirer devant les juridictions françaises un ressortissant d'un État membre, à l'exception d'un défendeur de nationalité française²⁷.

On peut préciser également que le juge français compétent pour le divorce sera également compétent pour connaître des mesures provisoires.

Mais ces règles de compétence ne sont pas les seules à prendre en compte dans l'analyse du choix de la juridiction compétente, dans la mesure où elles ne concernent que la compétence pour prononcer le divorce et statuer sur ses causes.

En règle générale, ce sont bien évidemment les enjeux financiers et patrimoniaux qui vont influencer la préférence pour les juridictions françaises plutôt qu'israéliennes pour connaître de la procédure de divorce.

Compétence du juge français pour statuer sur la liquidation du régime matrimonial - En France, le juge du divorce est généralement compétent pour liquider le régime matrimonial des époux, cette compétence

ayant été consacrée par le nouveau Règlement n° 2016/1103 du 24 juin 2016, dit «Régimes matrimoniaux»²⁸.

Compétence du juge français pour statuer sur les obligations alimentaires entre époux - S'agissant des questions relatives aux obligations alimentaires entre époux (ce qui comprend aussi bien le devoir de secours que la prestation compensatoire²⁹), le Règlement européen n° 4/2009 du 18 déc. 2008 sur les obligations alimentaires prévoit que les juridictions françaises sont compétentes si le défendeur ou le créancier ont leur résidence habituelle en France ou si les juridictions françaises sont compétentes pour connaître de la procédure de divorce, dès lors que cette compétence n'est pas fondée uniquement sur la nationalité d'une des parties³⁰.

En pratique, les juridictions françaises compétentes pour la procédure de divorce seront également compétentes pour les conséquences financières du divorce, sauf pour les questions alimentaires lorsque la compétence pour le divorce sera fondée sur les art. 14 et 15 c. civ., ce qui, en pratique, réduit fortement l'intérêt de saisir les juridictions françaises.

Il serait également possible de fonder la compétence du juge français sur l'art. 4 (b) en cas d'élection de *for* (accord des époux) ou de l'art. 5 (comparution volontaire du défendeur) du Règlement «Obligations alimentaires», même lorsque les autres chefs de compétence ne sont pas réunis en France.

Exemple - Ce sera le cas pour un(e) Français(e) marié(e) à un(e) Israélien(ne) résidant en Israël et souhaitant engager la procédure de divorce en France. Les tribunaux français ne sont en principe compétents que pour le prononcé du divorce, mais si l'époux(se) défendeur accepte la compétence, les tribunaux français pourront également être compétents pour connaître des questions d'obligations alimentaires ou de liquidation du régime matrimonial des époux.

Compétence du juge français pour statuer sur les questions relatives aux enfants - Au-delà des conséquences financières du divorce, l'autre question qui catalyse les désaccords entre époux est celle des enfants.

Au sein de l'Union européenne, en application de l'art. 7 du Règlement «Bruxelles II ter», les juridictions de la résidence habituelle de l'enfant seront compétentes pour toute question relative à la responsabilité parentale et également, en application de l'art. 3 (d) du Règlement sur les obligations alimentaires, pour la question de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants. La possibilité d'un *forum shopping* au sein de l'Union européenne s'agissant des questions de responsabilité parentale est donc généralement plus limitée.

Pendant, si l'enfant n'a pas sa résidence habituelle au sein de l'Union européenne, les juridictions françaises sont susceptibles d'être compétentes pour statuer sur les questions de responsabilité parentale sur le fondement du privilège de juridiction des art. 14 et 15 c. civ., à condition que l'un des parents soit français et sous réserve de vérifier que la décision pourra être appliquée dans le pays de la résidence habituelle de l'enfant.

Exemple - Un couple franco-israélien réside en Israël avec son fils mineur. L'épouse française souhaite repartir vivre en France avec son fils. Elle peut saisir le juge français de cette question.

Toutefois, en l'absence d'une prorogation de compétence en faveur du juge français consentie par les deux parents³¹, il est peu probable que le tribunal israélien reconnaisse la compétence d'un tribunal français, compte tenu du principe du *forum non conveniens*, dès lors que les enfants résident en Israël et y ont leur domicile³².

(27) V. Règlement «Bruxelles II ter», art. 6 et 7.

(28) V. Règlement «Régimes matrimoniaux», art. 5. Par exception, les tribunaux français compétents pour statuer sur le prononcé du divorce ne seront pas compétents pour la liquidation du régime matrimonial si (i) la compétence pour le divorce est fondée sur la nationalité française d'un seul des deux époux ou (ii) la compétence pour le divorce est fondée exclusivement sur la résidence habituelle du demandeur en France et qu'il n'y a pas d'accord du défendeur pour accepter cette compétence.

(29) CJCE 6 mars 1980, aff. C-120/79 : la CJCE, statuant à l'époque sur la Convention de Bruxelles, a jugé que la prestation compensatoire devait être considérée comme relevant de la catégorie des obligations alimentaires.

(30) V. Règlement «Obligations alimentaires», art. 3.

(31) V. Règlement «Bruxelles II ter», art. 10.

(32) Pour les tribunaux israéliens, lorsqu'il s'agit de statuer sur des questions de garde de mineurs, il est souvent nécessaire de procéder à une évaluation par les services sociaux, de rencontrer les enfants, d'évaluer leur situation et parfois même de recueillir leur volonté. Ce point pratique rend également plus complexe la reconnaissance d'une décision française par les tribunaux israéliens.

■ Loi applicable et choix de la juridiction

Cette analyse des règles de compétence doit donc être poursuivie par une prise en compte des règles de conflit de lois applicables. S'agissant de la loi applicable au **prononcé du divorce**, la règle de conflit de lois qui s'appliquera en France est prévue par le Règlement n° 1259/2010 instituant des règles relatives à la loi applicable en matière matrimoniale³³.

Ce Règlement, à défaut de choix par les parties, prévoit à l'art. 8 l'application de la loi :

- a) de la résidence habituelle des époux au moment de la saisine de la juridiction, ou, à défaut,
- b) de la dernière résidence habituelle des époux, pour autant que cette résidence n'ait pas pris fin plus d'un an avant la saisine de la juridiction et que l'un des époux réside encore dans cet État au moment de la saisine de la juridiction ; ou, à défaut,
- c) de la nationalité des deux époux au moment de la saisine de la juridiction ; ou, à défaut,
- d) dont la juridiction est saisie.

En pratique, la loi applicable au divorce sera rarement un enjeu, car la cause du divorce n'est généralement pas le point qui anime le plus les désaccords entre époux. Si la cause du divorce est régie par le droit israélien, et qu'il s'agit d'un couple de conjoints juifs, on renverra ici aux développements ci-dessous sur le Guet.

Il sera, en revanche, souvent nécessaire de déterminer la loi qui sera appliquée par les juridictions françaises aux conséquences financières du divorce, loi qui ne sera pas nécessairement la loi française :

■ s'agissant de la loi applicable au **régime matrimonial des époux**, les règles applicables ont été détaillées dans le troisième article de ce dossier (*supra* p. XXX) ;

■ s'agissant des **obligations alimentaires entre époux**, les juridictions françaises appliqueront la règle de conflit de lois prévue par le Protocole de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires³⁴.

En principe, c'est la loi de la résidence habituelle du créancier d'aliments qui s'appliquera (art. 3). Mais, conformément à l'art. 5, l'un des époux a la possibilité de s'opposer à l'application de cette loi si la loi d'un État, en particulier l'État de la dernière résidence habituelle commune des époux, présente un lien plus étroit avec le mariage ;

■ en matière de **responsabilité parentale**, on rappellera brièvement que les juridictions françaises appliqueront le droit français, conformément à l'art. 15, § 1^{er}, de la Convention de La Haye de 1996 qui prévoit que la loi applicable aux questions relatives à l'autorité parentale est la loi du *for*³⁵ ;

■ enfin, la loi applicable aux **obligations alimentaires pour les enfants** est régie par le Protocole de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires³⁶.

C'est uniquement en prenant en compte ces règles de conflit de lois qu'il sera possible de déterminer si, s'agissant des conséquences financières du divorce, il est préférable pour l'un des époux de saisir les juridictions françaises de sa procédure de divorce plutôt que la juridiction israélienne.

Exemples - Il est souvent considéré que les juridictions françaises sont plus favorables à l'époux le moins fortuné financièrement. L'existence ou non d'un contrat de mariage signé par les époux français sera aussi un facteur déterminant dans l'analyse, surtout s'il existe un risque, pour les raisons explicitées dans la première partie du dossier (*supra* p. XXX), que le contrat de mariage ne soit pas appliqué aux époux français ayant fait leur *alyah* en Israël.

■ Litispendance entre les tribunaux français et israéliens

Dans un contexte franco-israélien, des saisines concurrentes entre les deux pays pourraient donc intervenir. Il convient dès lors d'exa-

miner les règles de litispendance applicables dans chaque pays.

Règles de litispendance en droit français

À défaut de Règlement ou de Convention internationale applicable entre la France et Israël en la matière, l'art. 100 c. pr. civ. étendu à l'ordre international a vocation à s'appliquer aux situations de litispendance internationale, et l'exception de litispendance sera accueillie dès lors que la décision à intervenir à l'étranger serait susceptible d'être reconnue en France³⁷.

Ce texte dispose : « Si le même litige est pendant devant deux juridictions de même degré également compétentes pour en connaître, la juridiction saisie en second lieu doit se dessaisir au profit de l'autre si l'une des parties le demande. À défaut, elle peut le faire d'office. »

Dès lors, une situation de litispendance se présente si les conditions suivantes sont réunies :

■ l'existence d'un litige identique, c'est-à-dire une identité de parties, d'objet, de fait générateur et de fondement des demandes ;

■ ce même litige est pendant devant deux juridictions de même degré et toutes les deux compétentes pour connaître du litige, étant précisé que, en présence d'une situation internationale, la compétence du tribunal étranger est déterminée selon les règles internes de compétence indirecte³⁸.

Comme expliqué ci-dessus, le divorce peut être demandé en Israël devant les tribunaux rabbiniques, qui seront compétents sur les questions « annexes » en application du principe de « liaison ». Si le divorce a été sollicité en premier en Israël devant les tribunaux rabbiniques qui acceptent leur compétence pour les questions « annexes », ou devant les tribunaux civils, une situation classique de litispendance sera constituée, et les tribunaux français, saisis en second, devront en principe se dessaisir au profit des tribunaux israéliens.

La question plus complexe est celle de la litispendance dans l'hypothèse où seul le tribunal rabbinique aurait été saisi d'une procédure de divorce, cette saisine se limitant au prononcé du Guet.

Exemple - La Cour de cassation a déjà été amenée à se prononcer sur un cas de litispendance entre une demande de Guet et une demande de divorce civil³⁹. En l'espèce, des époux de nationalités française et israélienne s'étaient mariés civilement à Paris puis reli-

(33) Règlement (UE) n° 1259/2010 du Conseil du 20 déc. 2010 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps.

(34) Protocole du 23 nov. 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires.

(35) La Convention de La Haye est applicable dès lors que le juge français est saisi.

(36) Protocole du 23 nov. 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires, art. 3 et 4.

(37) Civ. 1^{re}, 26 nov. 1974, n° 73-13.820.

(38) En compétence indirecte, le lien avec la juridiction étrangère doit être caractérisé. Le litige doit être rattaché d'une manière caractérisée au pays dont le juge a été saisi.

(39) Civ. 2^e, 4 déc. 2013, n° 12-16.899.

gissement en Israël. L'époux saisit finalement le tribunal rabbinique d'une demande de Guet. Il l'a ensuite rectifiée en demandant qu'il soit statué sur les conséquences pécuniaires du divorce. L'épouse a alors soulevé une exception d'incompétence devant ce tribunal et a saisi le juge aux affaires familiales d'une requête en divorce, qui a rejeté l'exception de litispendance soulevée par l'époux et s'est déclaré compétent pour statuer sur la requête en divorce de l'épouse. La cour d'appel valide cette décision en retenant que les demandes présentées en France et en Israël n'ont pas le même objet dès lors qu'il résulte des dispositions combinées de l'art. 1^{er} de la loi israélienne de 1953⁴⁰ sur la compétence du tribunal rabbinique et de son art. 4 a (b)⁴¹, introduit par une loi de 2005, relatifs aux demandes concurrentes en divorce présentées devant un juge étranger et devant le tribunal rabbinique, que ce dernier ne se reconnaît pas compétent pour juger du divorce civil lorsque, comme en l'espèce, celui-ci a été demandé à l'étranger et qu'il n'a pas encore délivré le Guet. Mais la Cour de cassation censure l'arrêt : la cour d'appel aurait dû rechercher si le sens qu'elle attribuait aux dispositions litigieuses était conforme à celui que lui donne le droit positif israélien. Selon elle, pour apprécier l'identité d'objet des deux instances, l'analyse de l'objet de l'instance étrangère doit être menée au regard du droit positif étranger. Elle admet donc la possibilité d'une litispendance en cas de saisine du tribunal rabbinique en Israël, uniquement s'il est démontré que celui-ci pourra être amené à statuer sur les conséquences civiles du divorce.

Règles sur la litispendance en droit israélien

La question d'une action pendante (*lis alibi pendens*) a été examinée de nombreuses fois en Israël, en droit interne (entre tribunal civil et tribunal religieux) et en droit international, avec une similitude dans les mécanismes.

Cour suprême - Werber⁴² - Les parties étaient mariées religieusement en Israël. L'époux a saisi le tribunal rabbinique d'une demande en divorce, suivie d'une réconciliation devant le tribunal qui a homologué un accord définissant leurs engagements réciproques en cas de divorce. Six ans plus tard, les

parties déménagent aux États-Unis et, dix ans plus tard, l'épouse saisit le juge américain d'une demande en divorce et sur les conséquences financières. Mais l'époux a ensuite saisi le tribunal rabbinique israélien d'une demande en divorce et sur les conséquences financières. Le tribunal rabbinique s'est reconnu compétent, et cela a été confirmé en appel.

Position de la Cour suprême. L'existence d'une procédure américaine en cours empêche le tribunal rabbinique de se saisir du dossier, dans la mesure où le tribunal américain avait confirmé sa compétence pour en connaître à la date de la saisine en Israël et est également le tribunal le plus approprié pour statuer. La saisine de l'époux en Israël a été qualifiée de recours abusif. Le délai de seize ans écoulés entre l'homologation de l'accord de réconciliation et le dépôt de la nouvelle demande en divorce ne peut par ailleurs conférer au tribunal rabbinique israélien la compétence pour statuer sur la question de la pension alimentaire de l'épouse⁴³.

Cour suprême - Einat Ron c/ le Grand Tribunal rabbinique⁴⁴ -

Des époux israéliens se sont rencontrés et mariés civilement aux États-Unis avant de retourner résider en Israël un an plus tard et d'y célébrer un mariage religieux. Trois ans plus tard, ils retournent aux États-Unis avec leurs enfants. Trois ans plus tard, l'épouse saisit les juridictions américaines du divorce et de ses conséquences. L'époux quitte les États-Unis et rentre en Israël où il dépose une demande en divorce et sur ses conséquences. Le tribunal américain se prononce sur le divorce et ses conséquences.

Position de la Cour suprême. Elle indique que « le principe de respect mutuel entre les juridictions et la doctrine du *forum non conveniens* s'appliquent également aux tribunaux rabbiniques. Toutefois, ces principes n'imposent pas au tribunal rabbinique l'application d'un droit matériel étranger, car ils se limitent aux règles de conflit de lois. Ces principes dégagés par la doctrine et les précédents jurisprudentiels sont pertinents pour les principes adoptés par notre système juridique concernant l'exercice de la compétence des juridictions ayant une compétence concurrente ». Elle conclut que le tribunal approprié est celui du lieu de résidence des enfants, et renvoie aux juridictions américaines, à la condition que l'épouse fasse son possible pour permettre un retour du père aux États-Unis (compte tenu d'une ordonnance de protection en cours). Cette décision constitue un précédent important concernant les relations entre les juridictions israéliennes et étrangères dans les affaires familiales, et en particulier en matière de garde d'enfants.

Le principe de respect mutuel entre les juridictions et la doctrine du *forum non conveniens* s'appliquent aux tribunaux israéliens

Tribunal rabbinique de Tel Aviv du 27 févr. 2018⁴⁵ - Les époux, israéliens ont vécu huit ans aux États-Unis avant de retourner en Israël, puis de s'accorder pour un retour de l'épouse et des enfants aux États-Unis dans le cadre de leur divorce, sans que celle-ci n'y ait acquis de visa de séjour valide. Le tribunal rabbinique a confirmé sa compétence, considérant que les États-Unis ne pouvaient constituer le *forum* approprié compte tenu du séjour irrégulier de l'épouse aux États-Unis, et des liens étroits avec Israël (citoyenneté, absence de visa à l'étranger, biens situés en Israël, emploi de l'époux en Israël).

En conclusion - Il ressort de ces différents exemples jurisprudentiels que selon la loi israélienne, le tribunal est tenu de respecter le principe international de *lis alibi pendens* explicité ci-dessus, mais en fonction des circonstances, et donc au cas par cas. En cas de non-respect de cette règle, il est possible de contester la décision devant la Cour suprême en formant un recours devant le *Bagat'z*.

(40) bit.ly/Loi_CompétenceTribunauxRabbinique_Mariage-Divorce_1953_Israel

(41) Référence exacte citée par la Cour de cassation dans son arrêt.

(42) Cour suprême (A" C), 24 déc. 1998, n° 3868/95, *Wenda Werber c/ Menahem Werber* (bit.ly/CourSupreme_24121998_3868-95_Israel).

(43) En ce qui concerne le divorce religieux des parties, la Cour a cependant rejeté les arguments de l'épouse en déclarant qu'aucun tribunal religieux dans le monde, à l'exception du tribunal rabbinique en Israël, n'est habilité à exercer une compétence étatique et à rendre des jugements de divorce religieux qui seraient reconnus et exécutoires dans d'autres pays, comme en Israël.

(44) Cour suprême (*Bagat'z*), 10 janv. 2002, n° 8754/00, *Einat Ron c/ Le Grand Tribunal rabbinique*.

(45) Tribunal rabbinique de Tel Aviv, 27 févr. 2018, n° 1127576.

■ Obtention du Guet

La loi hébraïque interdit à la femme de se remarier religieusement tant que son ex-mari ne lui a pas délivré un Guet.

Il s'agit d'une déclaration écrite qui est librement consentie par le mari, devant le tribunal rabbinique, faisant état de la volonté de celui-ci de mettre fin aux liens religieux du mariage.

Enjeux de l'obtention du Guet et compétence « universelle » des tribunaux rabbiniques israéliens

En vertu de la loi juive, tant que la femme n'a pas obtenu le Guet, elle est considérée comme mariée. Ainsi, elle ne peut pas se remarier religieusement et toute relation avec une autre personne est considérée comme adultérine. À l'inverse, l'ex-époux peut, dans certains cas exceptionnels, obtenir l'autorisation du tribunal rabbinique pour se marier religieusement avec une seconde épouse sans avoir délivré le Guet⁴⁶.

Le sujet des femmes *agunot*⁴⁷ en droit hébraïque est particulièrement douloureux. Certes, une femme peut également retenir un homme dans les liens du mariage. Seulement, contrairement à elle, un homme peut vivre en concubinage avec une autre femme quand bien même

son épouse n'aurait pas accepté de recevoir le divorce religieux (Guet); il peut même avoir des enfants avec elle, sans que cela ait de conséquences sur le statut des enfants. En revanche, une femme juive empêchée d'obtenir son Guet

La loi hébraïque interdit à la femme de se remarier religieusement tant que son ex-mari ne lui a pas délivré un Guet

et qui aurait des enfants avec un autre homme verrait ses enfants considérés comme *mamzerim* (bâtards) selon le droit hébraïque.

Afin de résoudre cette difficulté pour les juifs à travers le monde, la loi sur la compétence des tribunaux rabbiniques en matière de mariage et de divorce (préc.) a été amendée par l'ajout de l'art. 4B. Depuis 2018, les tribunaux rabbiniques en Israël sont compétents pour connaître de la demande déposée par une femme juive visant à recevoir le Guet de son époux juif, **même s'ils n'ont ni résidence en Israël ni nationalité israélienne**.

Cela étant, faute de pouvoir de sanction du tribunal rabbinique à l'étranger, certains hommes peuvent ignorer une décision du tribunal rabbinique local (le Consistoire, en France⁴⁸) leur imposant d'accorder le Guet.

Les conditions d'obtention du Guet sont néanmoins différentes en France et en Israël.

Obtention du Guet en France

En droit français, l'art. 147 c. civ. exige la dissolution du premier mariage pour pouvoir se remarier. La non-délivrance du Guet n'empêche pas le remariage civil en France.

Cela étant, la femme souhaitant se remarier religieusement devra avoir obtenu le Guet et les hypothèses de refus de délivrance du Guet ont donné lieu à une jurisprudence importante en droit français.

En France, la procédure de Guet a lieu après l'obtention d'un jugement de divorce définitif.

Conseil pratique - Il est conseillé, notamment dans le cas d'un divorce civil amiable, d'insérer une clause selon laquelle le mari s'engage à délivrer le Guet dès que le divorce civil est prononcé. Cela est particulièrement utile dès lors que le refus du mari de signer une telle clause mettrait en doute sa volonté de divorcer à l'amiable; si bien que, généralement, il confirmera être prêt à donner le Guet. Les époux peuvent ensuite d'un commun accord solliciter le divorce religieux.

En cas de **divorce contentieux**, il arrive cependant que l'époux refuse l'octroi du Guet. Les tribunaux français prévoient aujourd'hui explicitement une condamnation à des dommages et intérêts, à défaut d'avoir accepté d'ordonner une astreinte.

■ Impossibilité d'ordonner une astreinte

La Cour de cassation estime que la délivrance du Guet est une simple faculté relevant de la liberté de conscience et dont l'abus ne peut donner lieu qu'à des dommages-intérêts. Elle censure donc les juges du fond qui condamnent un conjoint à une astreinte d'un certain montant par jour de retard dans la délivrance du Guet⁴⁹.

Une telle solution a fait l'objet de critiques par la doctrine. Pour Éric Agostini, il est inexact de considérer que la remise du Guet est « une simple faculté relevant de sa liberté de conscience »⁵⁰.

De leur côté, les autorités rabbiniques françaises, notamment consultées sur cette question par le procureur général près la cour d'appel de Paris, dans l'affaire *Dana*⁵¹, ont indiqué que le Guet est une formalité indispensable à la dissolution du mariage, et souligné que « cet acte est entièrement dépourvu de signification et de portée religieuse (car) il est exigé du mari quelles que soient ses convictions et même s'il s'est converti à une autre religion ».

Cette solution est cependant refusée, et les tribunaux français n'acceptent aujourd'hui que la condamnation à des dommages et intérêts.

■ Possibilité d'obtenir des dommages et intérêts

La jurisprudence française sanctionne le refus de délivrance du Guet par le mari sur le fondement de l'abus de droit. Dans une telle situation, la responsabilité du mari peut être engagée sur le fondement de l'art. 1240 c. civ.

Dès 1985, la Cour de cassation⁵² a censuré une cour d'appel qui, pour débouter une ancienne épouse de sa demande en réparation du préjudice que lui causait le refus de son ancien mari de délivrer le Guet, s'est bornée à énoncer qu'elle ne prouvait pas l'intention de nuire sans rechercher si, abstraction faite de cette intention, le refus n'était pas abusif.

Dans cette lignée, l'abus de droit a également été utilisé comme fondement⁵³ pour condamner l'époux refusant de délivrer le Guet dès lors que le préjudice de l'épouse est démontré, et sans qu'il soit nécessaire d'établir une intention de nuire, en considérant que le fait de laisser subsister le seul lien religieux restreint la liberté totale que l'épouse est en droit d'attendre du divorce civil.

(46) Cela est possible dans des cas très exceptionnels, lorsque la première épouse souffre d'une maladie mentale ou physique grave, lorsqu'elle refuse de recevoir le Guet pendant une longue période, ou lorsqu'elle est incapable de concevoir des enfants.

(47) Ce terme désigne une femme qui n'a pas obtenu le Guet et ne peut donc pas se remarier religieusement.

(48) www.consistoire.org/divorce

(49) Civ. 2^e, 21 nov. 1990, n° 89-17.659.

(50) D. 1991. 434, note E. Agostini.

(51) Paris, 4 févr. 1959, JCP 1960. II. 11632, obs. L. de Naurois.

(52) Civ. 2^e, 5 juin 1985, n° 84-11.088, Bull. civ. II, n° 113.

(53) Civ. 2^e, 15 juin 1988, n° 86-15.476, Bull. civ. II, n° 146.

Les conditions à réunir sont donc :

- (i) un refus de délivrer le Guet ;
- (ii) qui cause un préjudice à l'épouse, l'intention de nuire n'ayant pas à être démontrée⁵⁴.

Des dommages-intérêts ont ainsi été accordés dans de nombreuses décisions.

Exemples - En 2012, la cour d'appel de Versailles⁵⁵ a condamné l'ex-époux au versement de 8 000 € au titre de dommages-intérêts, l'époux restreignant de façon abusive la liberté que la femme était en droit d'attendre après le divorce civil définitif ; et ce peu important que la liquidation n'ait pas été encore finalisée.

En 2022⁵⁶ et 2023⁵⁷, des ex-époux ont été condamnés pour leur refus, sans motif légitime, de délivrer le Guet à, respectivement, 50 000 € et 27 000 € de dommages-intérêts. Et un ex-époux, persistant dans son refus après une première condamnation, a pu être condamné à nouveau⁵⁸.

L'époux peut cependant démontrer la légitimité de son refus, si les conditions prévues par la loi religieuse pour la délivrance du Guet ne sont pas réunies⁵⁹.

Au niveau européen, la CEDH retient que le refus par un juif pratiquant de remettre le Guet après divorce à son ex-épouse ne constitue pas l'accomplissement d'un rite ou d'une pratique religieuse au sens de l'art. 9 de la Convention européenne⁶⁰. Dès lors, une condamnation n'est pas une ingérence dans l'exercice de son droit garanti par cette disposition.

Enfin, il peut être relevé que, dans les pays de *common law*, le *preuptial agreement* permet aujourd'hui aux époux de confession juive de prévoir les modalités de délivrance du Guet dès le moment du mariage. On peut s'interroger cependant sur la force obligatoire de ces dispositions prévues dès le mariage, et si, dans de telles circonstances, l'astreinte prévue au contrat, et non seulement l'octroi de dommages et intérêts, serait ordonnée par les tribunaux. Mais cette question n'a pas encore été tranchée par les tribunaux français⁶¹.

(54) V. égal. Civ. 2^e, 13 déc. 1972, D. 1973. 493, note C. Larroumet : a été déclarée abusive l'attitude du conjoint israélite divorcé qui avait refusé à son ex-épouse le Guet.

(55) Versailles, 16 févr. 2012, n° 10/04809. Ici, l'époux avait notamment adressé à son ex-épouse un courriel très clair : « faute d'accord amiable sur la liquidation de la communauté, rien ni personne ne m'obligera à faire en sorte que ton statut personnel sur le plan religieux ne change et qu'il faudra faire avec jusqu'à la fin de tes jours ».

(56) Paris, pôle 4, ch. 10, 6 oct. 2022, n° 18/27736.

(57) Grenoble, 17 oct. 2023, n° 22/02256.

(58) Versailles, 14 nov. 1996, JurisData n° 048618.

(59) Civ. 2^e, 14 oct. 1987, n° 86-15.998.

(60) CEDH 6 déc. 1983, n° 10180/82, D. c/ France.

(61) On pourrait envisager de solliciter des dommages et intérêts dès l'assignation en divorce ou dans le cadre de la procédure de divorce, si le refus se matérialise à ce stade et sans qu'il soit nécessaire d'attendre l'obtention d'un jugement civil définitif de divorce.

(62) Art. 2(a) de la loi portant modification des règles de droit de la famille (pension alimentaire) de 5719-1959, préc., et sa jurisprudence. – V. égal. les anciens textes hébraïques ainsi que les jurisprudences des tribunaux civils et rabbiniques, Cour suprême (A^oC), 19 juil. 1950, n° 87/49, *Levin c/ Levin*, p.d. 5, p. 94 ; Cour suprême (A^oC), 22 févr. 1993, n° 1146/92, *Dyatnikov c/ Dyatnikov*.

(63) Art. 4B1 de la loi sur la compétence des tribunaux rabbiniques (mariage et divorce), 5713-1953, préc.

(64) Art. 4B1 et 4B2 de la loi sur la compétence des tribunaux rabbiniques (mariage et divorce), 5713-1953, préc.

L'obtention du Guet en Israël

■ Enjeu de l'obtention du Guet pour les couples résidant en Israël

Pour rappel, les tribunaux civils n'interviennent pas dans le processus de délivrance du Guet, cette prérogative étant réservée aux tribunaux rabbiniques, seuls compétents pour prononcer le divorce d'un couple juif selon la loi religieuse.

En pratique, le Guet constitue souvent un véritable outil de négociation et levier stratégique entre les parties dans les négociations liées au divorce.

Exemple - Une épouse peut refuser d'accepter le Guet, car tant qu'il n'a pas été officiellement remis, elle conserve le droit de percevoir une pension alimentaire provisoire⁶². Cependant, une fois le Guet remis, ce droit disparaît ; or, le droit israélien ne prévoit, pour rappel, aucune prestation compensatoire *stricto sensu* à l'issue du divorce. En effet, comme détaillé ci-dessus, c'est uniquement dans des circonstances très spécifiques qu'il est possible d'obtenir, en plus du partage des biens, des montants additionnels dans l'hypothèse où il existerait une disparité significative de revenus (une pension alimentaire peut être également allouée dans des cas exceptionnels ou dans le cadre d'un accord amiable).

Ainsi, le Guet sert souvent de moyen de pression mutuelle pour parvenir à un accord global. La remise du Guet par l'époux ou son acceptation par l'épouse ne se limite donc pas à un acte religieux, mais constitue en réalité un instrument « clé » permettant de finaliser un accord global, soulignant ainsi son importance dans le cadre des négociations de divorce en Israël.

L'importance du Guet varie également selon le degré de religiosité des parties. Pour les personnes pratiquantes, notamment dans les milieux religieux ou traditionalistes, il est essentiel à la femme pour pouvoir se remarier et avoir des enfants.

En revanche, une femme non religieuse (*hilonit*), surtout si elle est indépendante financièrement ou n'envisage plus d'avoir d'enfants, pourra parfois choisir de continuer sa vie sans Guet.

■ Possibilité d'obtenir le Guet en Israël pour les femmes agunot en cas de divorce civil en France ?

En Israël, l'obtention du Guet par le tribunal rabbinique reste possible même si un divorce civil a déjà été prononcé à l'étranger, sur le fondement de la loi de 2018⁶³. C'est un point important à souligner, surtout en cas de refus de la délivrance du Guet devant le Consistoire en France.

Le tribunal rabbinique israélien sera compétent si l'une de ces trois conditions est réunie :

- une absence de tribunal rabbinique (*beith din*) sur le lieu de la résidence habituelle du couple qui soit compétent pour prononcer le divorce ;
- l'époux a refusé d'assister à l'audience fixée au *beth din* pendant quatre mois ;
- une *beth din* étranger a ordonné la délivrance du Guet ; cependant, malgré un effort raisonnable, il est impossible d'exécuter la décision. L'épouse doit saisir le tribunal rabbinique seule ou à l'aide d'un avocat israélien. L'assignation devra être remise à l'époux en mains propres lorsqu'il est présent en Israël.

Le tribunal rabbinique a le pouvoir de retarder le départ du territoire israélien d'un ex-époux qui s'oppose à la délivrance du Guet, ce qui est une grande avancée pour les femmes privées de Guet en diaspora⁶⁴. Cela peut toutefois conduire à des abus et à la violation de la liberté de circulation de l'époux. Cette procédure est cependant assez rapide, de sorte que l'époux pourra retourner dans son pays de résidence habituelle rapidement après la délivrance de l'assignation et la cérémonie de Guet.

■ Divorce amiable - Reconnaissance en Israël du divorce déjudiciarisé ?

Divorce déjudiciarisé reconnu sous conditions - Depuis le 1^{er} janv. 2017, le divorce français par consentement mutuel est constaté par acte sous signature privée contresigné par les avocats et déposé au rang des minutes d'un notaire sans être homologué par un juge. Or, le notaire ne remplace pas le juge et, en réalité, le contrôle d'un tiers extérieur et indépendant a complètement disparu. Le divorce par consentement mutuel devient un simple contrat, et les parties ont seulement l'obligation d'être représentées par des avocats indépendants.

Cette réforme a des implications dans un contexte international que le législateur français a décidé d'ignorer, alors que le nombre de divorces présentant un élément d'extranéité est très important statistiquement⁶⁵.

En Israël, un divorce civil prononcé devant notaire en France peut être reconnu (sous réserve des développements ci-dessus sur le Guet et le divorce religieux pour les couples juifs).

Modalités pratiques - Pour que cette reconnaissance soit effective, les parties doivent se présenter au ministère de l'intérieur israélien et soumettre un rapport en droit français⁶⁶, précisant les règles applicables à ce type de divorce⁶⁷. Un tel divorce, considéré comme un jugement français, peut donc être enregistré auprès du ministè-

rière de l'intérieur, à condition d'être accompagné d'une expertise en droit français.

Dans la pratique, les parties se présentent devant le ministère de l'intérieur pour finaliser la procédure. Cependant, si l'une des parties refuse de s'y rendre, il sera nécessaire de demander l'*exequatur* de la convention de divorce signée devant notaire. Dans ce cas, la présence des deux parties n'est pas requise⁶⁸. Par ailleurs, en cas d'exécution forcée, par exemple pour le non-paiement d'une pension alimentaire ou le refus de transférer un bien, l'*exequatur* sera également nécessaire⁶⁹. L'enregistrement seul ne suffit pas lorsque des actes coercitifs d'exécution forcée seront nécessaires sur des biens situés en Israël.

(65) I. Amar, Les difficultés d'exécution à l'international du « divorce déjudiciarisé » dans ses dispositions relatives aux enfants, AJ fam. 2025. 274.

(66) Ce rapport a pour seul objectif de présenter les règles applicables au divorce par consentement mutuel en France. Un avocat français pourra s'en charger ; dans ce cas, une traduction en hébreu sera requise.

(67) V. les instructions du ministère : bit.ly/DivorceDejudiciarise_Reconnaissance_Fiche_Israel

(68) Loi sur l'exécution des jugements étrangers, 5718-1958 (bit.ly/Loi_JugementEtranger_Execution_1958_Israel).

(69) Loi sur l'exécution des jugements étrangers, 5718-1958, préc.

SUCCESSIONS FRANCO-ISRAÉLIENNES

par **Liane Kehat**

Avocate au Barreau de Tel Aviv, Liane Kehat – Cabinet d'avocats, notariat et médiation

Shelly Favel

Avocate au Barreau de Tel Aviv, Liane Kehat – Cabinet d'avocats, notariat et médiation

Rebecca Jacquin

Notaire à Paris, Jacquin & Associés, spécialisée en droit international privé

et **Élisa Muller**

Notaire à Saint-Germain-en-Laye, spécialisée en droit international privé

Cette étude expose les règles qui s'appliquent dans les cas de successions impliquant un élément d'extranéité entre la France et Israël, qu'il s'agisse d'anticiper les difficultés pour des résidents français ou franco-israéliens vivant en Israël, ou de les appliquer lors du décès d'un citoyen français résidant en Israël¹.

■ Règles françaises de droit international privé et problématique du prélèvement compensatoire

Loi applicable et compétence

Règlement «Successions» : loi de la résidence habituelle (principe) et loi de la nationalité (choix) - Le praticien confronté à une succession à caractère international liant la France et Israël devra, dans le cadre de son règlement, déterminer la loi applicable

à la succession du défunt. En France, l'outil de référence est le Règlement européen n° 650/2012 du 4 juill. 2012, dit «Successions», entré en vigueur le 17 août 2015, lequel vise à harmoniser le droit international privé des successions dans l'Union européenne². Il instaure une loi unique pour régir l'ensemble de la succession, indépendamment de la localisation des biens ou de la nationalité du défunt. En matière de conflit de lois, le principe est fixé à l'art. 21, al. 1^{er}, du Règlement, lequel contient une règle de conflit selon laquelle la loi applicable à la succession du défunt est la loi de sa résidence habituelle au moment du décès. Néanmoins, outre le fait que, à titre exceptionnel, la loi applicable puisse être celle de l'État avec lequel il présentait les liens mani-

(1) Sur la déclaration de décès survenu en Israël, v. bit.ly/Deces_Declaration-Transcription-Avis_Israel.

(2) V. dossier «Successions internationales», AJ fam. 2015. 368 s.

festement plus étroits (art. 21, al. 2), le défunt peut désigner, en amont, dans une disposition testamentaire, la loi de sa nationalité en tant que loi applicable à l'intégralité de sa succession ainsi que le permet l'art. 22.

La loi applicable pourra être celle d'un État tiers, tel qu'Israël, conformément au principe d'universalité du Règlement (art. 20).

Difficultés d'interprétation s'agissant de la résidence habituelle du défunt - L'élément de rattachement par défaut, à savoir la résidence habituelle du défunt au moment de son décès, peut soulever des questions d'interprétation, notamment dans les situations de double résidence ou de résidences partagées.

Il est parfois difficile pour les tribunaux français ou israéliens de déterminer la loi applicable à la succession en l'absence de choix de loi dès lors que le défunt franco-israélien passe la moitié de l'année en France et en Israël.

Il conviendra alors d'examiner :

- la durée et la régularité de la présence dans chaque État ;
- le centre des intérêts personnels et économiques ;
- les liens sociaux et culturels établis dans un pays.

Des difficultés qui peuvent être surmontées en choisissant la loi nationale du défunt - Ces difficultés disparaîtront en présence d'un choix de loi (*professio juris*) exprimé par le défunt de son vivant, qui doit désigner la loi nationale du défunt ; choix qui ne peut être partiel, mais doit concerner l'ensemble de la succession, quelle que soit la nature ou la localisation des biens.

Si plusieurs nationalités sont en jeu, le choix peut porter sur l'une ou l'autre des nationalités. Enfin, ce choix de loi doit respecter les règles de forme de l'État où il est exprimé ou celles de la nationalité désignée ainsi qu'il résulte de l'art. 27.

Exemple - Si le défunt franco-israélien résidant six mois de l'année en France et six mois de l'année en Israël avait, de son vivant, réalisé un testament en Israël en désignant la loi israélienne, cette loi étrangère s'appliquera pour régir l'ensemble de la succession et notamment, ainsi qu'il résulte de l'art. 23 du Règlement :

- les conditions et effets de l'ouverture de la succession ;

- la détermination des héritiers et leurs parts respectives ;
- les restrictions à la liberté de disposer, comme les réserves héréditaires ;
- les transferts des biens successoraux aux héritiers.

Si la loi successorale applicable sur le fondement de l'art. 21, al. 1^{er}, est la loi israélienne, le renvoi, prévu à l'art. 34 du Règlement, ne jouera pas. En effet, ainsi qu'il sera explicité ci-après, le droit international privé israélien³ prévoit que la loi applicable à l'ensemble de la succession est la loi du dernier domicile du défunt, quel que soit le lieu de situation des biens.

Règles de compétence - Les art. 4, 5, 6, 7 et 10 du Règlement prévoient des règles de compétence des tribunaux en présence d'une succession qualifiée d'internationale. L'art. 4 pose le principe de compétence générale, disposant que les juridictions de l'État de la résidence habituelle du défunt au moment de son décès sont compétentes pour statuer sur l'ensemble de la succession.

Prélèvement compensatoire

■ Controverse liée au prélèvement compensatoire

Retour du prélèvement compensatoire en France depuis le 1^{er} nov. 2021 - La possibilité d'anticipation successorale est affaiblie avec le retour en France du prélèvement compensatoire. Instauré en France par la loi du 14 juill. 1819 puis abrogé le 5 août 2011

car jugé anticonstitutionnel en ce qu'il méconnaissait le principe d'égalité⁴, le prélèvement compensatoire a été réinstauré par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République⁵ dans l'objectif initial de lutter contre les lois étrangères de droit musulman instaurant une discrimination entre les filles et les garçons. Il s'applique aux successions ouvertes à compter du 1^{er} nov. 2021 ; et ce peu important que la disposition à cause de mort soit antérieure. Un alinéa supplémentaire a ainsi été instauré à l'art. 913 c. civ. selon lequel :

« Lorsque le défunt ou au moins l'un de ses enfants est, au moment du décès, ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou y réside habituellement et lorsque la loi étrangère applicable à la succession ne permet aucun mécanisme réservataire protecteur des enfants, chaque enfant ou ses héritiers ou ses ayants cause peuvent effectuer un prélèvement compensatoire sur les biens existants situés en France au jour du décès, de façon à être rétablis dans les droits réservataires que leur octroie la loi française, dans la limite de ceux-ci ».

Ainsi, lorsque l'un des enfants et/ou le défunt possèdent la nationalité européenne ou résident dans un État membre et qu'ils détiennent un bien successoral en France, ce droit pourra être invoqué par le ou les enfants exhérédés, en partie ou totalement, de la succession en vertu d'une loi étrangère qui ne connaît pas le mécanisme de la réserve héréditaire.

De nombreuses critiques - Le prélèvement compensatoire est largement présenté comme une règle matérielle internationale⁶, de sorte qu'il est appelé à coexister avec la loi étrangère dans la limite des biens situés en France et non à se substituer à la loi étrangère⁷. Lourdemment critiqué, ce droit soulève de sérieux doutes quant à sa constitutionnalité eu égard au principe de non-discrimination, et à sa contrariété manifeste au Règlement « Successions ».

Il est parfois difficile pour les tribunaux français ou israéliens de déterminer la loi applicable à la succession en l'absence de choix de loi dès lors que le défunt franco-israélien passe la moitié de l'année en France et en Israël

(3) Israël étant un État tiers, le Règlement dit « Successions » ne s'y applique pas ; la détermination de la loi successorale s'effectuera conformément à sa propre règle de conflit.

(4) Cons. const. 5 août 2011, n° 2011-159 QPC, à propos de l'art. 2 de la loi du 14 juill. 1819, AJ fam. 2011. 440, obs. B. Hafel, obs. A. Boiché.

(5) N. Laurent-Bonne, Le nouveau droit de prélèvement compensatoire dans les successions internationales : quand la fin ne justifie pas les moyens, AJ fam. 2021. 548 ; F. Goldsmith et H. Peisse La sécurité juridique dans les successions internationale, AJ fam. 2023. 449.

(6) V., par ex., H. Péroz, Le droit de prélèvement : tel un phœnix ?, Gaz. Pal. n° 12, 23 mars 2021, p. 48 ; S. Godechot, Le prélèvement est mort... Vive le prélèvement ! De quelques réflexions sur l'article 913, alinéa 3 du Code civil, Clunet, n° 2, avril-mai-juin 2022. Doctr. 2.

(7) Néanmoins, la réponse ministérielle n° 7936 (JOAN, 21 nov. 2023, p. 10534) laisse planer un doute en ce qu'elle contient l'idée que la réserve héréditaire est un principe d'ordre public international, de sorte que l'art. 913, al. 3, c. civ. doit être considéré comme une disposition d'ordre public entrant dans le champ de l'art. 35 du Règlement dit « Successions » (v. AJ fam. 2023. 593).

La Commission européenne a reçu de multiples plaintes concernant l'art. 913, al. 3, c. civ., visant à une mise en conformité du droit national avec le droit européen, ce qui pourra se matérialiser soit par une abrogation pure et simple du texte soit par sa réécriture⁸. Reste qu'en l'absence, à ce jour, d'abrogation de cet article, le notaire devra, non sans mal, pratiquer ce prélèvement compensatoire.

Des conditions d'application à vérifier dans le cadre d'une succession franco-israélienne - Si la loi israélienne s'avère applicable à la succession du défunt (en tant que loi de la résidence habituelle ou loi nationale), le notaire français devra rester vigilant et s'assurer des conditions d'application du prélèvement compensatoire. Son devoir d'information est majeur, dès lors que les conditions d'un tel droit sont réunies, ainsi qu'il résulte de l'art. 921, al. 3, c. civ. À ce titre, le droit israélien ignore le concept de réserve héréditaire, mais prévoit un droit à pension, dont la nature est alimentaire, en faveur de certains proches du défunt dans le besoin à l'instar des pays de *common law*, ainsi qu'il sera développé ci-dessous.

■ Mise en œuvre du prélèvement compensatoire

L'information du notaire se limite-t-elle à indiquer aux enfants l'existence du prélèvement compensatoire, sa mise en œuvre effective nécessitant l'intervention d'un jugement, ou doit-il lui-même le mettre en œuvre ?

Qu'elle soit succincte ou détaillée, cette information délivrée ouvrira certainement la boîte de Pandore dès lors que la succession est contentieuse, rendant son règlement d'autant plus complexe.

On relèvera néanmoins qu'une fois l'information communiquée et le calcul réalisé, les enfants, héritiers réservataires, au sens du droit français, pourront décider, individuellement ou collectivement, lors du règlement de la succession, de ne pas s'en prévaloir, ce prélèvement n'étant qu'une simple faculté. Le notaire veillera à exiger une renonciation écrite de la part du ou des héritiers.

La mise en œuvre s'effectue en trois étapes :

■ **détermination de la masse de calcul de la quotité disponible** (C. civ., art. 922), sur la base du patrimoine mondial du défunt et en prenant en compte l'ensemble des libéralités entre vifs et à cause de mort consenties par le défunt ;

■ **détermination du prélèvement compensatoire** (C. civ., art. 913, al. 3), uniquement sur les biens existants au jour du décès en France (incluant les legs) ;

■ **modalités de prélèvement** : en valeur⁹, en principe (compte tenu du caractère indemnitaires et afin de respecter au maximum le testament), à défaut, en nature.

La mise en œuvre de ce prélèvement peut faire apparaître les difficultés suivantes :

■ difficile obtention de la totalité des informations sur la composition du patrimoine du défunt (requis par l'art. 921 c. civ.) ;

■ qualification de « bien situé en France » s'agissant de biens incorporels dans un contexte international (créances, parts sociales, valeurs mobilières...);

■ en présence d'un legs, faut-il appliquer les règles de droit interne successoral d'imputation ou faut-il considérer que la *quantum* de la réserve héréditaire constitue un plafond de sorte que la nature des libéralités réalisées par le défunt importe peu ?¹⁰

■ lorsque l'un des enfants a reçu un legs d'un bien à l'étranger, faut-il privilégier un prélèvement sur les biens situés en France à hauteur des droits de chaque héritier au sein de leur réserve héréditaire ou, au contraire, opérer un prélèvement égalitaire sur les biens situés en France nonobstant le bénéfice d'un legs au profit d'un des enfants ?¹¹

Cas pratique n° 1

M. D., franco-israélien résidant en Israël, est décédé à Tel Aviv ; il avait légué, par testament, l'ensemble de son patrimoine à son épouse à l'exception d'un appartement situé en Israël d'une

valeur de 700 000 €, qu'il laisse à sa fille, M^{me} A., en qualité de légataire à titre particulier.

M. D. avait deux enfants (M^{me} A., résidante en France, et M. B., résidant en Angleterre).

Son patrimoine est constitué au jour du décès des biens suivants :

- un appartement à Eilat (Israël) d'un montant converti en euros de 1 000 000 € ;
- un appartement à Tel Aviv (Israël) d'un montant converti en euros de 700 000 € ;
- des liquidités à la banque Discount en Israël pour un montant de 2 300 000 € ;
- une maison située à Cannes (France) pour un montant de 1 000 000 €.

Les deux héritiers réservataires peuvent donc prélever sur les biens situés en France la somme de 1 000 000 €.

Eu égard à la masse de calcul, la réserve héréditaire individuelle de chaque enfant est de 1 666 666 € (5 000 000/3).

M^{me} A., bénéficiaire du legs de l'appartement d'un montant de 700 000 €, est déjà remplie partiellement de sa réserve héréditaire, tandis que M. B. n'a rien reçu. Doit-on considérer que le prélèvement sur les biens en France s'opère de manière égalitaire, soit 500 000 € chacun, abstraction faite du legs du bien situé à l'étranger au profit de M^{me} A. ou, au contraire, faut-il que les deux enfants aient été allotés dans les mêmes proportions dans leurs droits dans la réserve ?

Une lecture pourrait considérer que M. B. exerce son prélèvement sur les biens situés en France à hauteur de 850 000 € et M^{me} A. à hauteur de 150 000 € étant gratifiée, au titre du legs, de l'appartement situé à Tel Aviv d'une valeur de 700 000 €¹².

Cas pratique n° 2

M. D., franco-israélien résidant en Israël, est décédé à Jérusalem. Il avait, par testament, légué l'ensemble de son patrimoine à une synagogue à l'exception de la somme de 250 000 € légués à son fils, M. F., résidant en France.

Son patrimoine est constitué au jour du décès des biens suivants :

- 1 000 000 € en Israël ;
- 1 000 000 € en France.

La masse de calcul de la quotité disponible s'élève ainsi à 2 000 000 €. La réserve héréditaire du fils, M. F., est de 1 000 000 €.

Si on considère que l'objectif de l'art. 913, al. 3, c. civ. est d'assurer à l'enfant héritier réservataire un allotissement à hauteur de ses droits dans la réserve et que celle-ci constitue un plafond, peu important la nature des libéralités reçues, la somme de 250 000 € devra alors s'imputer sur sa part de réserve. À défaut, M. F. recevra, *in fine*, plus

(8) V. Art. 84 du projet de code de droit international privé (bit.ly/CDIP_Projet).

(9) Conforme avec le droit successoral interne français qui prévoit que la réduction se fait en valeur, v. C. civ., art. 924.

(10) V. Cas d'usage n° 2.

(11) V. Cas d'usage n° 1.

(12) On ne tiendrait pas compte du type de libéralité (hors part successorale ou en avance de part successorale), de sorte que l'imputation s'effectue d'office sur la réserve héréditaire individuelle de l'enfant gratifié.

que sa réserve. Ainsi, le prélèvement compensatoire s'exercerait dans la limite de 750 000 € sur les biens en France. Ce raisonnement, novateur pour le praticien de droit français, amène à se défaire du raisonnement interne dans l'objectif d'atteindre les effets du prélèvement compensatoire.

■ Règles israéliennes de droit international privé et droit à pension

Compétence et loi applicable

■ Compétence des tribunaux israéliens

Les tribunaux israéliens sont compétents pour statuer sur une succession selon l'art. 136 de la loi sur les successions de 1965¹³ si :

- Israël est le lieu de résidence au moment du décès (lien personnel, art. 137), défini comme le « centre de sa vie », sauf exceptions ;
- le défunt possède des biens en Israël (lien patrimonial).

Définition du lien personnel - Le lieu de résidence est déterminé selon des critères objectifs, « l'endroit auquel elle est effectivement et pratiquement liée d'un point de vue factuel », par opposition à la prise en compte du passé ou de l'intention du défunt¹⁴.

L'intention du défunt exprimée dans le testament ne permet donc pas d'établir une résidence en Israël ; c'est l'importance et le nombre de liens avec Israël qui seront déterminants. Une résidence en Israël peut ainsi être vérifiée même en l'absence d'alyah formel, en cas de déménagement en Israël et de vente de tous ses biens dans le pays d'origine¹⁵, et ce malgré une absence de résidence permanente au sens du droit au séjour.

Exemples - Dans un arrêt de 2004, la Cour¹⁶ a jugé qu'un défunt ne pouvait pas choisir en amont la loi applicable à sa succession : le lieu de résidence du défunt et les lois qui y sont applicables doivent être respectés, sans possibilité de déroger à l'art. 137 de la loi sur les successions. Dans cette affaire, une citoyenne israélienne et néerlandaise résidant aux Pays-

Bas avait désigné la loi israélienne comme applicable, dans un testament rédigé en Israël pendant un séjour. Le testament déshéritait ses enfants, ce qui est interdit en droit néerlandais.

Dans un arrêt de 2019, le tribunal aux affaires familiales de Jérusalem¹⁷ a retenu l'application de la loi française malgré une immigration en Israël. Un couple français âgé avait fait son *alyah* peu avant le décès de l'époux. Les enfants, désavantagés par les règles israéliennes, ont soutenu que le centre de vie du père était demeuré en France, ayant émigré en Israël pour des raisons fiscales et administratives.

De sorte que, à la différence de ce qui vaut pour la loi applicable au régime matrimonial, les tribunaux israéliens n'hésitent pas à appliquer une loi étrangère plus protectrice en matière de successions par une interprétation large de la notion de « résidence » au moment du décès.

Définition du lien patrimonial - En présence de biens en Israël (y compris un seul compte bancaire), les tribunaux israéliens sont compétents, et cette compétence s'étend en principe aux biens situés à l'étranger selon la Cour suprême¹⁸. Cependant, dans ces affaires, le défunt avait également sa résidence en Israël au moment du décès.

Ainsi, faut-il considérer en l'absence de résidence du défunt en Israël au moment du décès que les tribunaux israéliens sont compétents même si le bien est insignifiant, sans porter atteinte à la souveraineté d'un État étranger qui constituerait le *forum conveniens* ? La réponse est positive¹⁹, selon une application stricte de l'art. 136 ; mais cette compétence ne s'étendra pas aux biens situés à l'étranger si le bien israélien est insignifiant.

■ Loi applicable

L'art. 137 de la loi sur les successions prévoit que la loi applicable est celle du lieu de résidence du défunt au moment du décès, sauf exceptions. L'art. 142 dispose que, lorsque la loi d'un État étranger s'applique et que cette loi renvoie à une législation tierce, il ne faut pas tenir compte du renvoi, mais uniquement du droit interne de l'État étranger. Cependant, lorsque le droit interne de l'État étranger renvoie au droit israélien, il faut appliquer le droit israélien.

Exemple - Avant l'entrée en vigueur du Règlement européen sur les successions (n° 650/2012) en 2015, lorsqu'un renvoi était effectué vers la loi française, la loi française opérait elle-même une distinction entre les biens meubles et immeubles. Ainsi, en matière de succession :

- pour les biens meubles : la loi applicable était celle du dernier domicile du défunt, sans renvoi vers la loi étrangère (donc sans retour vers le droit israélien) ;
- en revanche, pour les biens immeubles : la France acceptait le renvoi vers la *lex situs*, c'est-à-dire la loi du lieu de situation de l'immeuble. Ainsi, si l'immeuble était situé en Israël, la loi israélienne s'appliquait à la succession immobilière.

Exemple - Prenons cette fois le cas d'un défunt qui résidait en France au moment de son décès, tout en ayant la nationalité israélienne. Conformément à l'art. 137 de la loi israélienne sur les successions, la loi applicable à la succession est celle du lieu de résidence habituelle du défunt au moment de son décès, soit la loi française. Or, selon les règles de droit international privé français (not. l'art. 21 du Règlement européen

Les tribunaux israéliens n'hésitent pas à appliquer une loi étrangère plus protectrice en matière de successions par une interprétation large de la notion de « résidence » au moment du décès

(13) bit.ly/Loi_Successions_1965_Israel

(14) Cour suprême (A" C), 10 juin 1987, n° 587/85, *Tamar Yossef Shtrak c/ Baruch Birnberg*, MA(3) 227 (1987) (bit.ly/CourSupreme_10061987_587-85_Israel).

(15) Cour suprême (A" C), *Shtrak c/ Bimberg*, 10 juin 1987, n° 587/85, préc.

(16) CA, Demande d'autorisation de faire appel 594/04, 29 nov. 2004, *Le procureur général, le tuteur général c/ Une telle*, NT (3) 297 (2004) (bit.ly/CourSupreme_29112004_594-04_Israel).

(17) Tribunal aux affaires familiales de Jérusalem, 2019, T" A (Famille Jérusalem), 22 sept. 2019, 17687-06-17, *SH.Y.H c/ A.M* (bit.ly/TAJerusalem_22092019_17687-06-17_Israel).

(18) Cour suprême siégeant en tant que Haute Cour de justice (Bagatz) 171/68 *Abulon Khanzalis c/ Tribunal de l'Église patriarcale grecque-orthodoxe*, Piskei Din 23(1) 260 et CA 598/85 *Mastura Kahane c/ Meir Kahane*, Piskei Din 44(3) 473.

(19) T" A (Tribunal aux affaires familiales de Tel Aviv-Jaffa), 109310/06, concernant la succession du défunt feu A. Z. TS' c/ R. TCH. (bit.ly/TribFam_TelAviv_04112009_109310-06_Israel).

n° 650/2012) – à condition que le décès soit survenu après le 16 août 2015 –, la loi applicable à la succession est en principe celle du lieu de la dernière résidence habituelle du défunt, ce qui conduit ici également à la loi française.

Par ailleurs, lorsqu'une personne possède également la nationalité israélienne, elle peut, au moment de la rédaction de son testament, choisir de soumettre sa succession à la loi israélienne – à l'exception des questions fiscales.

Le principe de l'approche uniforme en droit des successions, d'origine romaine, ayant été consacré en Israël, une seule législation doit, en principe, être appliquée à l'ensemble de la succession du défunt, sans distinction entre types de biens, qu'ils soient immobiliers ou mobiliers²⁰, à l'exception, toutefois, de la loi étrangère du lieu de situation de l'immeuble (art. 138 de la loi sur les successions de 1965).

Le droit à pension dans le cadre d'une succession

Pour rappel, le droit israélien ne connaît pas de réserve héréditaire, mais applique, dans une démarche sociale, un droit à pension alimentaire, conformément à l'art. 59 de la loi sur les successions. Il permet à certains membres de la famille de percevoir une pension alimentaire provenant de la succession du défunt quand bien

Le droit israélien ne connaît pas de réserve héréditaire, mais applique, dans une démarche sociale, un droit à pension alimentaire

même ils auraient été exclus du testament, à condition de démontrer une nécessité. Il est impossible de comparer la pension alimentaire versée du vivant du défunt à celle provenant de la succession, cette dernière étant bien plus restreinte²¹.

Les règles relatives aux pensions alimentaires de la succession constituent une exception à la règle selon laquelle la volonté du testateur prévaut, de sorte que l'examen de la nécessité est interprété de façon restrictive en jurisprudence, afin de respecter la volonté du défunt²².

Il est cependant impossible pour le défunt de priver de ce droit les bénéficiaires²³. Les bénéficiaires potentiels sont exclusivement le conjoint, les enfants et parents du défunt²⁴.

■ Le testament dans un contexte franco-israélien

Testament formalisé en France par un Français ou un Franco-Israélien

■ Précautions et vérifications

Dès lors que la situation du testateur présente des éléments d'extranéité en lien avec Israël (résidence, patrimoine et/ou nationalité), le praticien devra s'assurer de la validité de ses dispositions de dernières volontés.

À ce titre, la France et Israël sont liés par la Convention de La Haye du 5 oct. 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires²⁵.

L'art. 1^{er} de la Convention édicte une règle de conflit contenant plusieurs éléments de rattachement alternatifs témoignant ainsi d'une volonté de valider la disposition de dernière volonté réalisée par le testateur.

Dès lors, si le testateur de nationalité israélienne ou franco-israélienne a rédigé son testament en France, celui-ci devra respecter l'une des formes édictées par le code civil français et rappelées à

l'art. 969 aux termes duquel : « Un testament pourra être olographe, ou fait par acte public ou dans la forme mystique ». En outre, la langue utilisée par le testateur est un élément auquel le praticien devra prêter attention. Dès lors que le testateur ne comprend pas le français, il lui sera hautement recommandé de rédiger son testament olographe dans sa langue natale²⁶.

En présence d'une *professio juris* en faveur de la loi nationale israélienne du testateur, le notaire s'assurera que ce choix exprès de loi puisse recevoir une pleine efficacité en Israël, ce qui suppose que le testateur ait conservé des biens en Israël.

Au décès du testateur, l'avocat israélien sollicitera du notaire français la délivrance de la copie authentique du procès-verbal du dépôt du testament olographe ou de celle du testament authentique. Ledit acte devra être traduit en hébreu par un traducteur assermenté, et le tout revêtu de l'apostille (désormais délivrée par les notaires depuis le 1^{er} mai 2025), la France et Israël ayant tous deux adhéré à la Convention de La Haye du 5 oct. 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers.

■ Réception du testament français en Israël

Loi sur l'exécution des jugements étrangers - Les jugements rendus hors d'Israël n'ont aucun effet juridique sans exécution, en Israël, conformément à la loi israélienne sur l'exécution des jugements étrangers 1958²⁷.

Voie de l'exécution - La procédure de l'exécution vise à rendre exécutoire un jugement étranger en Israël, principalement les jugements *in personam* (imposant une obligation à une personne, comme une obligation financière). En ce qui concerne l'ordonnance de succession ou d'exécution testamentaire étrangère, elle n'est pas reconnue directement en Israël. Une procédure distincte doit, dès lors, y être engagée, à caractère essentiellement formel, visant à informer le public du décès et de l'existence d'un prétendant à une part de la succession.

Reconnaissance incidente - Un tribunal israélien peut reconnaître un jugement étranger – y compris un jugement étranger de succession – à titre incident

(20) Cour suprême (siégeant en tant que Haute Cour de justice, Bagat'z), 14 août 1990, n° 598/85, *Mitsoura Kahana c/ Meir Kahana* (bit.ly/CourSupreme_14081990_598-85_Israel).

(21) Cour suprême (siégeant en tant que Haute Cour de justice, Bagat'z), 3 avr. 1994, n° 393/93, *Ploni c/ La succession de feu Israël Levit*.

(22) Tribunal du district de Tel Aviv-Jaffa, T^{re}A, 11 mai 2014, 36036-02-10, *S.K. c/ La succession du défunt feu P.D.*

(23) Tribunal du district de Tel Aviv-Jaffa, 8 sept. 2013, n° 50982-02-12, *A.N. c/ Z et al.*

(24) Art. 56 et 57 de la loi sur les successions de 1965.

(25) L'art. 75, al. 2, du Règlement « Successions » réserve d'ailleurs l'application de la Convention même si ces règles sont reprises par l'art. 27, § 1 a), du Règlement.

(26) Toutefois, Cass., ass. plén., 17 janv. 2025, n° 23-18.823 : est valable en tant que testament international, le testament rédigé dans une langue inconnue du testateur s'il est reçu postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi n° 2015-177 du 16 févr. 2015 (le 18 févr. 2015) et est rédigé avec l'aide d'un interprète satisfaisant aux conditions de la loi du 16 févr. 2015, c'est-à-dire être inscrit sur la liste nationale des experts judiciaires dressée par la Cour de cassation ou sur la liste des experts judiciaires dressée par chaque cour d'appel (C. civ., art. 972, al. 4); AJ fam. 2025. 108, obs. J. Houssier.

(27) bit.ly/Loi_JugementEtranger_Execution_1958_Israel

(accessoire) si cela est conforme au droit et à l'équité. La notion étant vague, les tribunaux disposent d'une large marge d'appréciation (art. 11 (b) de la loi sur l'exécution des jugements étrangers)²⁸.

Reconnaissance directe - Cette voie permet de s'appuyer sur les constatations d'un jugement étranger, dans le cadre de procédures judiciaires en Israël. Cette reconnaissance directe s'applique uniquement si Israël a un accord avec l'État concerné. Or, seuls l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Autriche sont liés par de tels accords²⁹.

Concernant le **testament**, il sera reconnu (art. 140a de la loi sur les successions), même si sa forme diffère des exigences du droit israélien, voire des exigences du droit étranger, afin d'éviter autant que possible d'annuler un testament pour défaut de forme ; ce qui serait contraire à la volonté du défunt.

Exemple - Un testament étranger rédigé sur le lit de mort a pu être reconnu valable en droit israélien, alors qu'il ne l'était pas en droit étranger³⁰.

Pratique

Afin de saisir le tribunal israélien, il faudra produire un certificat de décès étranger apostillé et une traduction certifiée par un notaire israélien, ainsi qu'un avis d'expert en droit étranger relatif à la loi applicable. Si le défunt est décédé en Israël et qu'il avait également la nationalité israélienne, un certificat de décès sera délivré par le ministère de l'intérieur.

Testament formalisé en Israël par un Français ou un Franco-Israélien

Le droit israélien diffère du droit français sur ces points :

(28) Cour suprême (A" C), 24 janv. 1979, n° 221/78, *Jules Ovadia c/ Solomon Cohen*.

(29) Cour suprême (A" C), n° 970/93, *Proc. gén. c/ Agam*, p.d., Mt(1) 561 ; A" C, n° 1297/11, *Levin c/ Zohar*, 29 déc. 2013.

(30) Cour suprême (A" C), 4 oct. 2006, n° 8991/04, *Bragot c/ Bragot* (bit.ly/CourSupreme_04102006_8991-04_Israel).

(31) V. not. les problématiques du prélèvement compensatoire détaillées ci-dessus.

- il permet une liberté testamentaire totale, sous réserve du versement d'une pension alimentaire aux personnes qui dépendaient du défunt (v. *supra*) ;
- l'ordonnance de succession (qui s'apparente à un acte de notoriété) et celle d'exécution testamentaire sont délivrées par le tribunal et non par un notaire ;
- le tribunal ne prend en considération que les biens au nom du défunt qu'il transmet aux héritiers, sans tenir compte du contrat de mariage, de sorte que le conjoint survivant peut se retrouver lésé par exemple en régime de communauté. Il pourra cependant effectuer un recours afin de voir ses droits rétablis ;
- les biens donnés avant le décès ne seront pas pris en compte dans le patrimoine du défunt. Il est possible de demander l'annulation des transactions effectuées avant la mort du défunt, qu'elles aient été faites avec ou sans contrepartie, mais il s'agit d'une procédure juridique complexe, dans laquelle il faut prouver que la transaction n'a pas été réalisée avec le consentement du testateur ou pour d'autres raisons, la charge de la preuve incombant aux héritiers demandant l'annulation de cette transaction (ce qui constitue une lourde charge).

■ Précautions et vérifications

Le testament peut être établi sous forme (art. 18, 19, 20, 22 et 23 de la loi sur les successions de 1965) :

- olographe : rédigé, daté et signé par le testateur, devant témoins ou non ;
- écrite : devant un juge ou un greffier ou un membre du tribunal religieux attestant de son authenticité ;
- orale : réservé aux personnes en danger de mort imminente, il est dicté devant deux témoins qui en consignent le contenu par écrit. Il devient caduc un mois après la disparition du danger si le testateur est toujours en vie.

■ Réception du testament israélien en France

Pour être reconnu en France, le testament étranger devra :

- faire l'objet d'une traduction assermentée ;
- être produit en copie certifiée conforme à l'original ;
- avoir fait l'objet d'une ordonnance d'exécution en Israël (délivrée par le tribunal israélien compétent [soit le greffier des successions, soit le tribunal aux affaires familiales], apostillée et traduite de façon assermentée.

Le notaire français prendra soin d'annexer cette ordonnance à son acte de notoriété établi en France. Une fois reconnu en France, le contenu du testament israélien peut néanmoins soulever plusieurs problématiques, notamment en raison de l'absence de réserve héréditaire dans l'ordre juridique israélien³¹.

SÉLECTION DE LIENS VERS LES SITES UTILES

Dès lors qu'il suffit souvent d'un seul clic droit sur la souris pour obtenir une traduction du texte en français, voici une liste de liens utiles pour l'étude des dossiers franco-israéliens.

Lois israéliennes		
Tribunal aux affaires familiales	Loi de 1995	bit.ly/Loi_DroitFamille_1995_Israel
Compétence des tribunaux rabbiniques en cas de mariage et de divorce	Loi de 1953	bit.ly/Loi_CompétenceTribunauxRabbinique_Mariage-Divorce_1953_Israel
Enregistrement des mariages et des divorces	Ordonnance de 1919	bit.ly/Ord_Mariage-Divorce-Enregistrement_1919_Israel
Pacte de vie commune pour les personnes sans religion	Loi de 2010	bit.ly/Loi_Mariage_SansReligion_2021_Israel

Tribunaux religieux musulmans (approbation des nominations)	Loi de 1953	bit.ly/Loi_TribunauxMusulmans_Charia_1953_Israel
Tribunaux druzes	Loi de 1963	bit.ly/Loi_TribunauxDruzes_1963_Israel
Ordre du Roi en conseil sur la terre d'Israël	Ordonnance 1922-1947	bit.ly/Ordre_Roi_1922_Israel
Dissolution du mariage (cas particuliers)	Loi de 1969	bit.ly/Loi_CompotenceInternationale_Divorce_1969_Israel
Relations patrimoniales entre époux	Loi de 1973	bit.ly/Loi_Epoux-RelationsPatrimoniales_1973_Israel
Capacité juridique et tutelle	Loi de 1962	bit.ly/Loi_Capacite-Tutelle_1962_Israel
Pensions alimentaires	Loi de 1959	bit.ly/Loi_PensionAlimentaire_1959_Israel
Successions	Loi de 1965	bit.ly/Loi_Successions_1965_Israel
Procédure familiale	Loi de 2014	bit.ly/Loi_ProcedureFamiliale_2014_Israel
Exécution des jugements étrangers	Loi de 1958	bit.ly/Loi_JugementEtranger_Execution_1958_Israel
Dignité humaine et liberté	Loi de 1992	bit.ly/Loi_DigniteHumaine-Liberte_1992_Israel
Libre exercice de la profession	Loi de 1994	bit.ly/Loi_LiberteProfession_1994_Israel
Règlements procédurax		
Tribunaux rabbiniques	Règlement de 1993	bit.ly/Reglement_TribunauxRabbiniques_1993_Israel
Tribunal de la famille	Règlement de 2020	bit.ly/RegL_TribFam_2020_Israel
Capacité juridique et tutelle	Règlement de 1970	bit.ly/Reglement_Capacite-Tutelle_1970_Israel
Successions	Règlement de 1998	bit.ly/Reglement_Successions_1998_Israel
Procédure civile	Règlement de 2018	bit.ly/Reglement_ProcedureCivile_2018_Israel
Procédure familiale	Règlement de 2016	bit.ly/Reglement_ProcedureFamiliale_2016_Israel
Fiches du ministère de la justice israélien		
Famille		bit.ly/Famille_Fiche_Israel
Mariage		bit.ly/Mariage_Fiche_Israel
Relations financières entre époux		bit.ly/RelationsFinanciersEpoux_Fiche_Israel
Divorce		bit.ly/Divorce_Fiche_Israel
Successions		bit.ly/Succession_Fiche_Israel
Information sur les tribunaux et autorités		
Tribunal rabbinique		bit.ly/TribunalRabbinique_Fiche_Israel
Tribunal des affaires familiales		bit.ly/TribunalAffairesFamiliales_Fiche_Israel
Tribunal de la Charia		bit.ly/TribunalCharia_Fiche_Israel
Tribunal druze		bit.ly/TribunalDruze_Fiche_Israel
Parquet et greffier des successions		bit.ly/Parquet-GreffierSuccession_Fiche_Israel
Autorité de l'état civil		bit.ly/DivorceDejudiciarise_Reconnaissance_Fiche_Israel
Fiches du Consulat français à Tel Aviv		
Transcription de l'acte de mariage		bit.ly/Mariage_Israel_Transcription
Apostille numérique		bit.ly/ApostilleNumerique_Israel
Changement d'état civil		bit.ly/Consulat_Etatcivil-Mariage-Divorce_Israel
Décès (déclaration, transcription, avis)		bit.ly/Deces_Declaration-Transcription-Avis_Israel